

N° 13-010-XIF au catalogue



Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Deuxième trimestre de 2004



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^S valeur arrondie à 0 (zéro) où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P provisoire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à notre agent d'information aux (613) 951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca.

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est gratuit sur Internet. Les utilisateurs sont priés de se rendre à http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-010-XIF/free_f.htm.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263 1136.



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Deuxième trimestre de 2004

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2004

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6

Septembre 2004

No 13-010-XIF au catalogue, vol.3, no 2

Périodicité : trimestrielle

ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexes

PIB en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002, 380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0058, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036.
Publication:	
Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations trimestrielles	13-001-XIB
Tableaux et documents analytiques:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Comptes des flux financiers	13-014-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13-014-DDB, 13F0016DDB, 13-213-DDB, 13-001-XDB, 13-014-XDB, 13F0016XDB, 13-213-XDB

PIB par industrie

Tableaux CANSIM	379-0017 à 379-0022
Publication:	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
Publication:	
Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 et 383-0015
Publication:	
Croissance de la productivité au Canada	15-204-XIF

Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
Publication:	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010
Publication:	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Chiffriers	13-214-DDB, 13-214-XDB

Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens

Publication	13-605-XIF
-------------	------------

Table des matières

Aperçu	5
Révisions dans cette édition	5
PIB en termes de revenus et de dépenses	7
Les fortes exportations de biens propulsent l'économie	7
Accélération des importations	7
Ralentissement des dépenses des consommateurs	8
Ralentissement de l'investissement en bâtiments résidentiels	8
Augmentation de l'investissement en usines et matériel	8
Peu de changements pour l'investissement des entreprises en stocks	9
Nouvelle augmentation des bénéfices des sociétés	9
Augmentation de l'excédent des administrations publiques	9
Raffermissement plus marqué du revenu du travail	9
PIB par industrie	16
Les fabricants tirent parti d'une forte demande d'exportation	16
L'énigme des cours du pétrole	17
Le marché résidentiel marque une pause	17
Les ventes d'automobiles animent le commerce de gros et de détail	17
Autres industries	17
Aperçu de l'activité, deuxième trimestre de 2004	18
Balance des paiements internationaux	21
Compte courant	21
L'excédent au chapitre des biens continue d'augmenter	21
Des profits plus élevés sur les investissements directs étrangers au Canada	22
Le déficit au chapitre des services reste stable	22
Compte financier	23
Les investissements directs à l'étranger font un bond record	23
Les investissements canadiens dans les titres étrangers se sont faits encore une fois surtout dans les obligations	23
Les investissements directs étrangers au Canada restent faibles	24
Les actions dominent l'augmentation des investissements étrangers dans les titres canadiens	24
Autres investissements	25
Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre	28
La croissance de la productivité dans le secteur des services s'est maintenue	29
Les coûts unitaires de main d'oeuvre en légère baisse du côté des entreprises	29
Une hausse plus forte de la production mais aucun gain de productivité au Canada	30
La hausse des coûts unitaires de main d'oeuvre canadiens en \$ US se poursuit, mais plus lentement	31
Les révisions récentes aux États-Unis ont eu un impact sur l'écart de productivité en 2001 et 2002	32
Bilan des investissements internationaux	38
Saut des investissements directs canadiens à l'étranger	38
Les placements de portefeuille canadiens à l'étranger augmentent également	39
Les investissements directs étrangers au Canada en hausse	39
Augmentation importante des avoirs étrangers d'actions canadiennes	39
Comptes du bilan national	41
Accélération de la croissance de la valeur nette s'accélère	41
La valeur nette des ménages a dépassé la dette	41
La situation financière des sociétés a continué de s'améliorer	42
Diminution de la dette nette des administrations publiques	42

À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 5) le bilan des investissements internationaux et 6) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

PIB par industrie

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

Aperçu

Deuxième trimestre de 2004

Le produit intérieur brut (PIB) réel a enregistré une hausse marquée de 1,1 % au deuxième trimestre de 2004, sous l'effet de la forte hausse des exportations qui a stimulé les secteurs de la fabrication, du commerce de gros, ainsi que du transport par rail et par camion. Après un démarrage lent en avril, l'économie a pris de la vigueur; ayant augmenté de 0,3 % en mai et en juin.

Produit intérieur brut réel, \$ (1997) enchaînés¹

	Variation	Variation annualisée	Variation d'une année à l'autre
	%		
Premier trimestre de 2003	0,7	2,8	3,1
Deuxième trimestre de 2003	-0,2	-0,7	2,0
Troisième trimestre de 2003	0,3	1,4	1,3
Quatrième trimestre de 2003	0,8	3,3	1,7
Premier trimestre de 2004	0,7	3,0	1,7
Deuxième trimestre de 2004	1,1	4,3	3,0

¹ La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

La demande intérieure finale a connu une progression terne de 0,4 % au deuxième trimestre, en raison du ralentissement des dépenses de consommation (+0,3 %). L'essor du secteur de l'habitation s'est poursuivi, quoique plus lentement, tandis que l'investissement des entreprises en usines et en matériel a augmenté de 1,0 %. Le revenu du travail ainsi que les bénéfices des entreprises ont connu une forte croissance.

Le dollar canadien a perdu du terrain par rapport au dollar américain, sa valeur s'étant dépréciée de 3,1 % durant le trimestre. La croissance des exportations de marchandises a été forte dans tous les secteurs et celle des importations de biens s'est également raffermie.

La production industrielle (c'est-à-dire les usines, les mines et les services publics au Canada) a progressé de 1,5 %. L'élan de la production du secteur de la fabrication est attribuable aux exportations et celui de l'industrie minière, au diamant. La diminution de la production dans le secteur des services publics a eu un effet modérateur. Aux États Unis, l'indice de la production industrielle a augmenté de 1,2 %, l'accroissement de la production du secteur de la fabrication ayant contrebalancé les reculs observés dans les secteurs de l'exploitation minière et des services publics.

Les prix à l'échelle de l'économie, mesurés par l'indice de prix en chaîne pour le PIB, ont augmenté de 1,4 %, soit le rythme le plus rapide en cinq trimestres. Dans l'ensemble, l'économie canadienne a connu un taux de croissance annualisé de 4,3 % au deuxième trimestre de 2004, comparativement à un taux annualisé de 2,8 % pour l'économie américaine.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2004.

PIB par industrie:

Depuis la diffusion de la *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens* de juin, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2003.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2004. Cependant, les séries par industrie pour la production, les coûts unitaires de main-d'oeuvre et la productivité du travail ont été révisées à partir du premier trimestre de 2003.

Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]

	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	2002	2003
désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars aux prix courants								
PIB en termes de revenus et de dépenses								
Rémunération des salariés	609 020	610 460	614 552	620 840	627 584	636 032	592 692	613 718
	<i>0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>4,0</i>	<i>3,5</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	159 680	142 180	148 916	154 064	166 316	177 120	137 480	151 210
	<i>9,0</i>	<i>-11,0</i>	<i>4,7</i>	<i>3,5</i>	<i>8,0</i>	<i>6,5</i>	<i>8,6</i>	<i>10,0</i>
Intérêts et revenus divers de placements	49 872	51 548	53 308	51 304	54 756	59 096	48 188	51 508
	<i>1,3</i>	<i>3,4</i>	<i>3,4</i>	<i>-3,8</i>	<i>6,7</i>	<i>7,9</i>	<i>-9,0</i>	<i>6,9</i>
Revenu net des entreprises individuelles	77 224	77 688	78 160	79 232	81 012	82 268	74 730	78 076
	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>2,2</i>	<i>1,6</i>	<i>6,8</i>	<i>4,5</i>
Impôts moins subventions	139 924	139 428	144 664	146 596	148 464	152 836	139 259	142 653
	<i>-1,5</i>	<i>-0,4</i>	<i>3,8</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>2,9</i>	<i>7,5</i>	<i>2,4</i>
Revenu personnel disponible	707 264	712 876	714 548	719 504	731 080	745 344	692 691	713 548
	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>1,6</i>	<i>2,0</i>	<i>3,8</i>	<i>3,0</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	1,7	2,0	0,7	1,3	0,8	1,5	3,2	1,4

désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	613 183	618 084	624 729	625 780	635 614	637 677	601 594	620 444
	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>1,6</i>	<i>0,3</i>	<i>3,4</i>	<i>3,1</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	203 647	206 608	206 820	208 788	210 429	211 079	198 902	206 466
	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>0,1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>0,3</i>	<i>2,8</i>	<i>3,8</i>
Formation brute de capital fixe	219 629	221 037	227 857	230 826	234 892	236 854	214 350	224 837
	<i>1,8</i>	<i>0,6</i>	<i>3,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,8</i>	<i>0,8</i>	<i>2,4</i>	<i>4,9</i>
Investissements en stocks	17 271	14 698	3 434	12 150	891	381	2 079	11 888

Exportations de biens et services	442 704	436 945	434 813	444 732	451 358	473 948	450 568	439 799
	<i>-1,2</i>	<i>-1,3</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,3</i>	<i>1,5</i>	<i>5,0</i>	<i>1,1</i>	<i>-2,4</i>
Importations de biens et services	400 836	404 169	401 081	417 823	421 709	435 119	391 070	405 977
	<i>0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,8</i>	<i>4,2</i>	<i>0,9</i>	<i>3,2</i>	<i>1,4</i>	<i>3,8</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 093 793	1 091 782	1 095 469	1 104 391	1 112 597	1 124 350	1 074 621	1 096 359
	<i>0,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>3,4</i>	<i>2,0</i>
PIB par industrie								
Industries productrices de biens	318 114	315 765	317 203	321 592	323 583	327 616	313 380	318 168
	<i>0,7</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>1,9</i>	<i>1,5</i>
Industries productrices de services	691 790	694 565	698 202	703 225	707 486	714 361	681 647	696 946
	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>4,2</i>	<i>2,2</i>
Production industrielle	241 248	238 011	238 671	242 219	243 570	247 135	239 278	240 037
	<i>0,1</i>	<i>-1,3</i>	<i>0,3</i>	<i>1,5</i>	<i>0,6</i>	<i>1,5</i>	<i>2,4</i>	<i>0,3</i>
Fabrication de biens non durables	73 115	72 334	71 965	72 769	72 795	73 369	72 531	72 546
	<i>-0,3</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,8</i>	<i>3,1</i>	<i>0,0</i>
Fabrication de biens durables	104 695	102 528	101 792	104 431	105 451	107 745	104 182	103 362
	<i>-0,2</i>	<i>-2,1</i>	<i>-0,7</i>	<i>2,6</i>	<i>1,0</i>	<i>2,2</i>	<i>2,7</i>	<i>-0,8</i>
Secteur des technologies de l'information et des communications (TIC)	56 629	56 748	56 656	57 118	57 527	58 431	55 361	56 788
	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,6</i>	<i>1,8</i>	<i>2,6</i>
Fabrication	177 904	174 951	173 845	177 295	178 346	181 222	176 808	175 999
	<i>-0,2</i>	<i>-1,7</i>	<i>-0,6</i>	<i>2,0</i>	<i>0,6</i>	<i>1,6</i>	<i>2,9</i>	<i>-0,5</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	22 953	23 735	23 886	23 616	23 583	23 925	21 412	23 548
	<i>4,8</i>	<i>3,4</i>	<i>0,6</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,5</i>	<i>-3,5</i>	<i>10,0</i>
Construction	54 043	54 381	55 065	56 124	56 808	56 873	52 555	54 903
	<i>1,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>1,9</i>	<i>1,2</i>	<i>0,1</i>	<i>1,7</i>	<i>4,5</i>
Commerce de gros	61 716	61 785	61 955	64 952	64 615	66 183	59 635	62 602
	<i>1,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>4,8</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,4</i>	<i>8,1</i>	<i>5,0</i>
Commerce de détail	55 647	56 354	57 427	56 903	58 011	58 189	54 905	56 583
	<i>0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>1,9</i>	<i>-0,9</i>	<i>1,9</i>	<i>0,3</i>	<i>5,5</i>	<i>3,1</i>

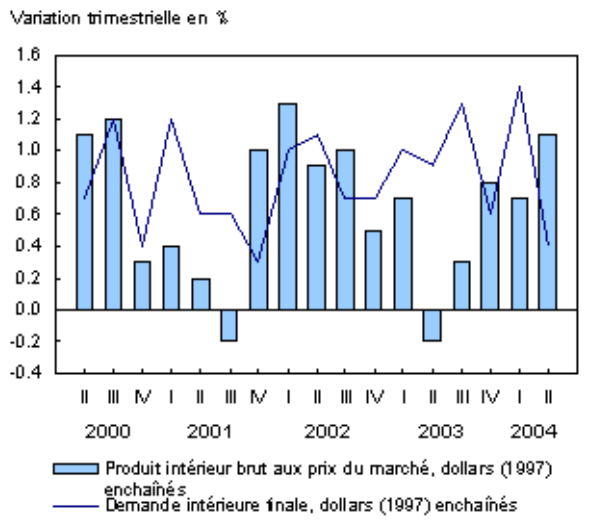
1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.
2. Taux actuel.

PIB en termes de revenus et de dépenses

Deuxième trimestre de 2004

Le produit intérieur brut (PIB) a enregistré une hausse marquée de 1,1 % au deuxième trimestre, soit une accélération par rapport à 0,7 % au premier trimestre. Cette hausse est attribuable à une forte augmentation des exportations. La demande intérieure finale a ralenti à 0,4 %, un taux bien inférieur à celui affiché au premier trimestre, en raison du ralentissement prononcé des dépenses des consommateurs.

Hausse marquée du PIB



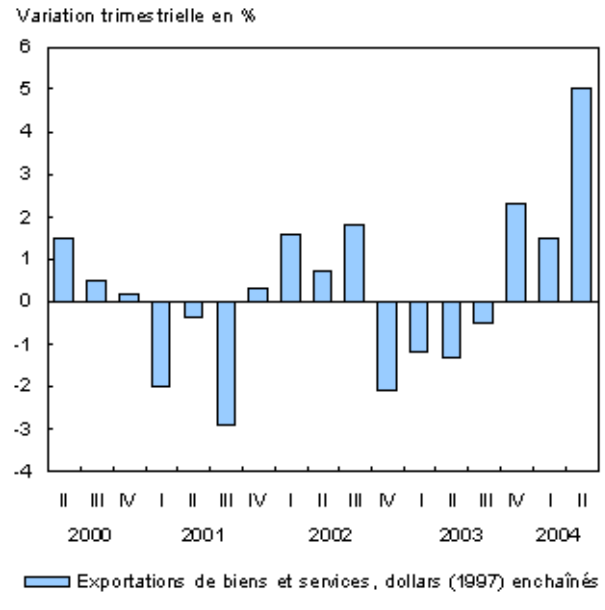
Les prix à l'échelle de l'économie, mesurés par l'indice de prix en chaîne pour le PIB, ont augmenté de 1,4 %. Si l'on exclut les prix de l'énergie, l'indice a grimpé de 1,1 %. La valeur du dollar canadien a baissé de 3,1 % par rapport au dollar américain durant le trimestre.

Dans l'ensemble, l'économie canadienne a connu un taux de croissance annualisé de 4,3 % au deuxième trimestre, comparativement au taux annualisé de 2,8 % pour l'économie des États-Unis.

Les fortes exportations de biens propulsent l'économie

Les exportations de biens et services ont affiché leur gain trimestriel le plus élevé (+5,0 %) en plus de sept ans à la faveur de l'essor de la demande internationale, principalement des États-Unis. La valeur nominale des exportations a dépassé le cap du demi-billion de dollars, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis le dernier trimestre de 2000.

La demande internationale fait bondir les exportations



Toutes les principales catégories de biens exportés ont connu un taux de croissance de 5,5 % ou plus. Les exportations de biens et de matériaux industriels (+6,7 %) et de produits automobiles (+6,7 %) étaient en tête, après avoir affiché de faibles résultats au premier trimestre. Les exportations de machines et matériel ont progressé au même rythme qu'au premier trimestre, augmentant de 6,1 %, tandis que les exportations des produits de l'énergie ont augmenté, dépassant même le taux vigoureux atteint au premier trimestre. Les exportations de produits de l'agriculture et de la pêche ont rebondi de 5,5 %, tandis que celles de produits de la forêt ont affiché leur plus forte hausse en près de huit ans, sous l'impulsion du marché du logement américain.

Par contre, les exportations de services n'ont augmenté que légèrement au deuxième trimestre, soit de 0,4 %, après avoir progressé de 2,5 % au premier trimestre. Les services de transport ont connu un ralentissement considérable et les services commerciaux ont reculé. Les exportations de services de voyages ont grimpé de 5,5 %, leur quatrième trimestre consécutif de croissance soutenue.

Accélération des importations

Les importations de biens et de services n'ont pas augmenté au même rythme que les exportations, ces premières progressant de 3,2 % au deuxième trimestre, soit une hausse marquée par rapport à celle de 0,9 % enregistrée au premier trimestre.

Toutes les catégories d'importations de biens ont connu des augmentations. Les importations de machines et matériel sont demeurées fortes, affichant une hausse de 4,9 % au deuxième trimestre. Les importations de biens et de matériaux industriels ont augmenté à un taux deux fois plus élevé qu'au trimestre précédent, soit 5,3 %. Les importations de produits de l'énergie ont également connu une augmentation importante tandis que les importations de produits de l'agriculture et de la pêche ont affiché leur plus forte hausse (+3,1 %) depuis le troisième trimestre de 2002.

Les importations de services ont baissé de 2,2 %, soit la première diminution depuis le premier trimestre de 2002. La faiblesse a été généralisée, toutes les catégories de services ayant diminué à l'exception des services de transport dont les importations ont ralenti pour se situer à 1,6 %.

L'augmentation des exportations dépassant celle des importations, l'excédent au titre du commerce international des biens et des services a bondi, passant à 69,5 milliards de dollars (en valeur nominale) au deuxième trimestre.

Ralentissement des dépenses des consommateurs

Les dépenses personnelles au titre des biens et services de consommation ont ralenti, passant à 0,3 % au deuxième trimestre, ce qui représente un cinquième du taux enregistré au premier trimestre. Les dépenses au titre des biens durables et semi-durables ont ralenti considérablement tandis que celles au titre des biens non durables ont baissé (-0,3 %). Les dépenses au titre des services ont également fléchi de façon notable.

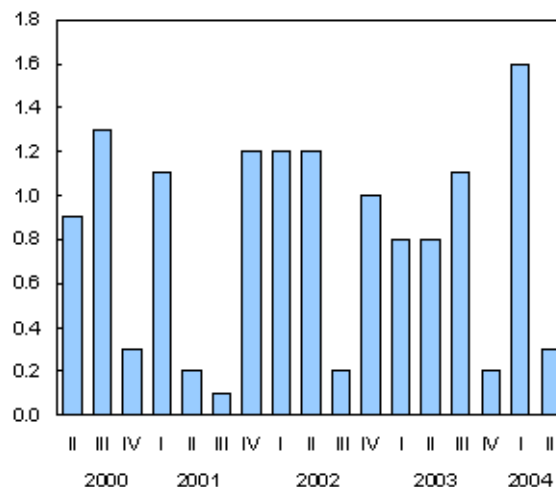
Les dépenses des consommateurs ont affiché un taux de croissance moyen de 0,8 % par trimestre au cours des deux dernières années.

Les dépenses au titre des vêtements et chaussures ainsi que des pièces et réparations de véhicules automobiles ont ralenti, passant à 0,2 % au deuxième trimestre après avoir connu une hausse importante au premier trimestre. Les dépenses au chapitre des meubles, des accessoires d'ameublement, de l'équipement ménager et de l'entretien du ménage ont aussi ralenti, mais leur taux de croissance s'est néanmoins établi à 1,0 %.

La consommation d'électricité, de gaz naturel et d'autres combustibles a diminué de façon marquée.

Ralentissement marqué des dépenses des consommateurs

Variation trimestrielle en %



■ Dépenses personnelles en biens et services de consommation, dollars (1997) enchaînés

Les achats de véhicules automobiles ont affiché une autre augmentation de 1,0 % alimentée par des achats plus élevés d'automobiles neuves, les détaillants continuant d'offrir des incitatifs intéressants. Les achats de services de transport ont augmenté de 2,6 %, une hausse attribuable à l'augmentation des dépenses relatives aux tarifs aériens.

Ralentissement de l'investissement en bâtiments résidentiels

L'investissement en bâtiments résidentiels a ralenti, passant de 2,9 % au premier trimestre à 1,5 % au deuxième trimestre, mais se maintenant à des niveaux record. Les dépenses au titre de la construction résidentielle neuve ainsi que des améliorations et modifications ont ralenti de façon marquée. Cette baisse n'a été que partiellement contrebalancée par une accélération de l'activité sur le marché de la revente.

Augmentation de l'investissement en usines et matériel

L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels a repris de 0,8 % en raison de l'investissement plus élevé en ouvrages de génie, qui a été partiellement contrebalancé par des baisses de l'investissement en bâtiments non résidentiels.

L'investissement des entreprises en machines et matériel a progressé de 1,1 %, en baisse par rapport au taux de 2,3 % enregistré au premier trimestre. La croissance a été attribuable aux dépenses en ordinateurs et autre matériel de bureau ainsi qu'au titre d'autre équipement de

transport, lequel comprenait notamment un investissement important lié aux ressources pétrolières au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador.

Les dépenses au titre de la machinerie agricole et industrielle, des automobiles et des camions, des logiciels et de l'équipement de télécommunications ont toutes reculé.

Peu de changements pour l'investissement des entreprises en stocks

Les entreprises non agricoles ont réduit leurs stocks de 2,8 milliards de dollars au deuxième trimestre, après une réduction similaire au premier trimestre et une accumulation importante des stocks au quatrième trimestre de 2003. La réduction a été généralisée, les fabricants, les grossistes et les détaillants amenuisant leurs stocks.

Par contre, les agriculteurs ont continué d'accumuler des stocks (2,7 milliards de dollars) mais à un rythme plus lent.

Le ratio des stocks aux ventes à l'échelle de l'économie a baissé pour s'établir à un creux record, laissant juste assez de stocks pour 58 jours de vente.

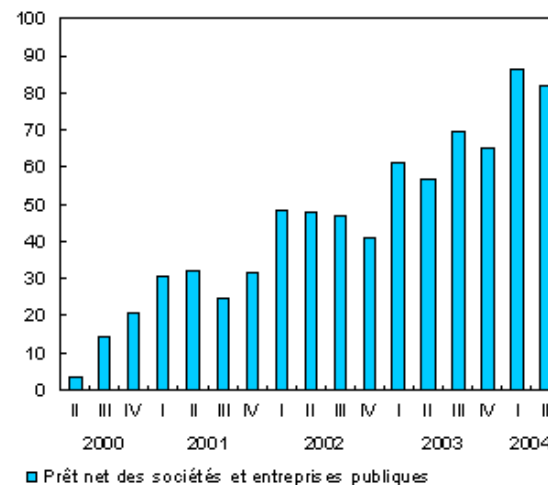
Nouvelle augmentation des bénéfices des sociétés

Les bénéfices des sociétés ont affiché une autre hausse solide, soit de 6,5 %, un taux toutefois légèrement inférieur à celui enregistré au premier trimestre. Cette augmentation prolonge la série de solides hausses trimestrielles amorcée au troisième trimestre de 2003. Les bénéfices des fabricants, des producteurs de pétrole et de gaz et des détaillants ont tous affiché des gains appréciables.

Les excédents des entreprises se sont maintenus à un niveau presque record, légèrement inférieur toutefois au sommet atteint au premier trimestre, en raison principalement de dividendes versés plus élevés et de plus fortes acquisitions de capital fixe. Les sociétés ont accumulé des excédents pour le dix-huitième trimestre d'affilée.

L'excédent des sociétés demeure élevé

Milliards de dollars



Augmentation de l'excédent des administrations publiques

L'excédent des administrations publiques (sur la base de la comptabilité nationale) a presque doublé pour passer à 14,6 milliards de dollars. Les impôts sur les revenus des sociétés et les redevances sur les ressources naturelles plus élevés ont contribué à l'augmentation des revenus des administrations publiques tandis que de plus faibles paiements d'intérêts et la fin des remboursements au titre du gaz naturel en Alberta ont freiné la croissance des dépenses. Les administrations provinciales ont reçu un supplément ponctuel de 1,4 milliard de dollars au titre du programme du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux.

Raffermissement plus marqué du revenu du travail

La rémunération des salariés a augmenté de 1,3 % au deuxième trimestre, une hausse correspondant à celles affichées aux deux trimestres précédents. La facture au titre des salaires a augmenté notamment dans les secteurs des mines, de la construction et du commerce. L'emploi a progressé de 0,4 % et les gains hebdomadaires moyens ont affiché une hausse de 0,8 %.

Le revenu personnel disponible a augmenté de 2,0 % au deuxième trimestre, en hausse par rapport au taux de 1,6 % affiché au premier trimestre, après s'être établi en moyenne à 0,7 % tout au long de 2003. Le taux d'épargne personnelle a augmenté, passant à 1,5 % et, en raison de la plus faible demande de financement des ménages, le ratio d'endettement est demeuré stable à 103,0 (c.-à-d. que les ménages étaient endettés de 1,03 \$ pour chaque dollar de revenu disponible).

Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	2002	2003
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Rémunération des salariés	609 020 <i>0,9</i>	610 460 <i>0,2</i>	614 552 <i>0,7</i>	620 840 <i>1,0</i>	627 584 <i>1,1</i>	636 032 <i>1,3</i>	592 692 <i>4,0</i>	613 718 <i>3,5</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	159 680 <i>9,0</i>	142 180 <i>-11,0</i>	148 916 <i>4,7</i>	154 064 <i>3,5</i>	166 316 <i>8,0</i>	177 120 <i>6,5</i>	137 480 <i>8,6</i>	151 210 <i>10,0</i>
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	13 876 <i>15,2</i>	10 600 <i>-23,6</i>	10 544 <i>-0,5</i>	11 552 <i>9,6</i>	12 268 <i>6,2</i>	12 364 <i>0,8</i>	11 478 <i>9,5</i>	11 643 <i>1,4</i>
Intérêts et revenus divers de placements	49 872 <i>1,3</i>	51 548 <i>3,4</i>	53 308 <i>3,4</i>	51 304 <i>-3,8</i>	54 756 <i>6,7</i>	59 096 <i>7,9</i>	48 188 <i>-9,0</i>	51 508 <i>6,9</i>
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	1 232 <i>-8,1</i>	792 <i>-35,7</i>	252 <i>-68,2</i>	500 <i>98,4</i>	1 440 <i>188,0</i>	1 404 <i>-2,5</i>	889 <i>-45,6</i>	694 <i>-21,9</i>
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	75 992 <i>1,1</i>	76 896 <i>1,2</i>	77 908 <i>1,3</i>	78 732 <i>1,1</i>	79 572 <i>1,1</i>	80 864 <i>1,6</i>	73 841 <i>8,0</i>	77 382 <i>4,8</i>
Ajustement de la valeur des stocks	3 232 ...	11 012 ...	2 832 ...	2 428 ...	-3 308 ...	-6 520 ...	-2 959 ...	4 876 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	54 212 <i>-0,0</i>	55 328 <i>2,1</i>	55 836 <i>0,9</i>	56 484 <i>1,2</i>	57 048 <i>1,0</i>	57 840 <i>1,4</i>	53 721 <i>2,2</i>	55 465 <i>3,2</i>
Produit intérieur net au prix de base	967 116 <i>2,9</i>	958 816 <i>-0,9</i>	964 148 <i>0,6</i>	975 904 <i>1,2</i>	995 676 <i>2,0</i>	1 018 200 <i>2,3</i>	915 330 <i>3,7</i>	966 496 <i>5,6</i>
Impôts moins subventions, sur produits	85 712 <i>-2,4</i>	84 100 <i>-1,9</i>	88 828 <i>5,6</i>	90 112 <i>1,4</i>	91 416 <i>1,4</i>	94 996 <i>3,9</i>	85 538 <i>11,1</i>	87 188 <i>1,9</i>
Provisions pour consommation de capital	161 228 <i>1,2</i>	163 192 <i>1,2</i>	165 520 <i>1,4</i>	167 672 <i>1,3</i>	169 968 <i>1,4</i>	172 896 <i>1,7</i>	156 146 <i>5,8</i>	164 403 <i>5,3</i>
Divergence statistique	824 ...	924 ...	956 ...	36 ...	-440 ...	1 384 ...	954 ...	685 ...
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 214 880 <i>2,3</i>	1 207 032 <i>-0,6</i>	1 219 452 <i>1,0</i>	1 233 724 <i>1,2</i>	1 256 620 <i>1,9</i>	1 287 476 <i>2,5</i>	1 157 968 <i>4,5</i>	1 218 772 <i>5,3</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	2002	2003
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	680 656	684 216	694 632	695 324	710 336	718 136	657 302	688 707
	<i>1,3</i>	<i>0,5</i>	<i>1,5</i>	<i>0,1</i>	<i>2,2</i>	<i>1,1</i>	<i>5,5</i>	<i>4,8</i>
Biens durables	93 168	93 572	95 208	90 772	92 424	93 132	92 052	93 180
	<i>-0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>1,7</i>	<i>-4,7</i>	<i>1,8</i>	<i>0,8</i>	<i>8,4</i>	<i>1,2</i>
Biens semi-durables	57 900	58 248	58 392	58 640	60 548	60 880	56 900	58 295
	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>3,3</i>	<i>0,5</i>	<i>4,3</i>	<i>2,5</i>
Biens non durables	168 572	166 764	168 884	168 804	173 324	176 184	158 504	168 256
	<i>2,9</i>	<i>-1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,0</i>	<i>2,7</i>	<i>1,7</i>	<i>5,3</i>	<i>6,2</i>
Services	361 016	365 632	372 148	377 108	384 040	387 940	349 846	368 976
	<i>1,2</i>	<i>1,3</i>	<i>1,8</i>	<i>1,3</i>	<i>1,8</i>	<i>1,0</i>	<i>5,1</i>	<i>5,5</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	232 324	236 548	238 812	243 160	246 636	248 868	223 677	237 711
	<i>1,3</i>	<i>1,8</i>	<i>1,0</i>	<i>1,8</i>	<i>1,4</i>	<i>0,9</i>	<i>6,0</i>	<i>6,3</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	31 204	31 348	31 572	31 880	32 652	32 768	29 617	31 501
	<i>4,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>2,4</i>	<i>0,4</i>	<i>9,7</i>	<i>6,4</i>
Investissements des administrations publiques en stocks	-4	44	28	-8	-100	284	-45	15
Formation brute de capital fixe des entreprises	202 604	201 196	208 660	211 040	216 260	223 164	197 828	205 875
	<i>0,9</i>	<i>-0,7</i>	<i>3,7</i>	<i>1,1</i>	<i>2,5</i>	<i>3,2</i>	<i>3,8</i>	<i>4,1</i>
Bâtiments résidentiels	70 412	71 024	75 380	78 212	81 088	84 064	65 829	73 757
	<i>2,3</i>	<i>0,9</i>	<i>6,1</i>	<i>3,8</i>	<i>3,7</i>	<i>3,7</i>	<i>19,4</i>	<i>12,0</i>
Ouvrages non résidentiels	50 336	50 576	51 456	52 252	52 576	53 808	49 686	51 155
	<i>2,8</i>	<i>0,5</i>	<i>1,7</i>	<i>1,5</i>	<i>0,6</i>	<i>2,3</i>	<i>-6,1</i>	<i>3,0</i>
Machines et matériel	81 856	79 596	81 824	80 576	82 596	85 292	82 313	80 963
	<i>-1,4</i>	<i>-2,8</i>	<i>2,8</i>	<i>-1,5</i>	<i>2,5</i>	<i>3,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,6</i>
Investissement des entreprises en stocks	14 600	11 524	-2 576	7 100	-4 300	-3 840	-568	7 662
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Non agricoles	13 800	10 260	-4 520	4 936	-6 028	-5 300	1 094	6 119
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Agricultures	800	1 264	1 944	2 164	1 728	1 460	-1 662	1 543
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Exportations de biens et services	486 680	454 720	452 796	452 188	468 112	510 004	479 358	461 596
	<i>0,3</i>	<i>-6,6</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>3,5</i>	<i>8,9</i>	<i>-0,8</i>	<i>-3,7</i>
Biens	423 400	394 328	392 108	390 180	404 948	445 692	413 788	400 004
	<i>1,2</i>	<i>-6,9</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>3,8</i>	<i>10,1</i>	<i>-1,6</i>	<i>-3,3</i>
Services	63 280	60 392	60 688	62 008	63 164	64 312	65 570	61 592
	<i>-5,7</i>	<i>-4,6</i>	<i>0,5</i>	<i>2,2</i>	<i>1,9</i>	<i>1,8</i>	<i>5,1</i>	<i>-6,1</i>
Moins: Importations de biens et services	432 360	411 640	403 520	406 924	413 416	440 524	428 248	413 611
	<i>-1,3</i>	<i>-4,8</i>	<i>-2,0</i>	<i>0,8</i>	<i>1,6</i>	<i>6,6</i>	<i>2,1</i>	<i>-3,4</i>
Biens	359 836	341 032	332 576	333 896	339 100	365 496	356 582	341 835
	<i>-1,2</i>	<i>-5,2</i>	<i>-2,5</i>	<i>0,4</i>	<i>1,6</i>	<i>7,8</i>	<i>1,7</i>	<i>-4,1</i>
Services	72 524	70 608	70 944	73 028	74 316	75 028	71 666	71 776
	<i>-1,6</i>	<i>-2,6</i>	<i>0,5</i>	<i>2,9</i>	<i>1,8</i>	<i>1,0</i>	<i>4,1</i>	<i>0,2</i>
Divergence statistique	-824	-924	-952	-36	440	-1 384	-953	-684
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 214 880	1 207 032	1 219 452	1 233 724	1 256 620	1 287 476	1 157 968	1 218 772
	<i>2,3</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>1,2</i>	<i>1,9</i>	<i>2,5</i>	<i>4,5</i>	<i>5,3</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 146 788</i>	<i>1 153 308</i>	<i>1 173 676</i>	<i>1 181 404</i>	<i>1 205 884</i>	<i>1 222 936</i>	<i>1 108 424</i>	<i>1 163 794</i>
	<i>1,3</i>	<i>0,6</i>	<i>1,8</i>	<i>0,7</i>	<i>2,1</i>	<i>1,4</i>	<i>5,4</i>	<i>5,0</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	2002	2003
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	613 183	618 084	624 729	625 780	635 614	637 677	601 594	620 444
	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>1,6</i>	<i>0,3</i>	<i>3,4</i>	<i>3,1</i>
Biens durables	94 080	94 992	97 399	93 220	95 286	96 145	93 099	94 923
	<i>-0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>2,5</i>	<i>-4,3</i>	<i>2,2</i>	<i>0,9</i>	<i>8,3</i>	<i>2,0</i>
Biens semi-durables	55 720	56 103	56 448	56 297	58 391	58 720	54 472	56 142
	<i>1,5</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>3,7</i>	<i>0,6</i>	<i>3,8</i>	<i>3,1</i>
Biens non durables	139 816	139 720	139 941	140 836	142 661	142 269	137 196	140 078
	<i>0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>2,3</i>	<i>2,1</i>
Services	324 309	328 125	332 052	335 907	339 967	341 399	317 627	330 098
	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>0,4</i>	<i>2,6</i>	<i>3,9</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	203 647	206 608	206 820	208 788	210 429	211 079	198 902	206 466
	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>0,1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>0,3</i>	<i>2,8</i>	<i>3,8</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	30 107	30 708	30 787	31 233	31 692	31 277	28 758	30 709
	<i>4,0</i>	<i>2,0</i>	<i>0,3</i>	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>	<i>-1,3</i>	<i>9,1</i>	<i>6,8</i>
Investissement des administrations publiques en stocks	-4	40	24	-4	-88	244	-40	14
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Formation brute de capital fixe des entreprises	189 630	190 451	197 167	199 693	203 299	205 654	185 677	194 235
	<i>1,4</i>	<i>0,4</i>	<i>3,5</i>	<i>1,3</i>	<i>1,8</i>	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>4,6</i>
Bâtiments résidentiels	60 614	60 515	63 298	64 621	66 485	67 429	57 937	62 262
	<i>1,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>4,6</i>	<i>2,1</i>	<i>2,9</i>	<i>1,4</i>	<i>14,5</i>	<i>7,5</i>
Ouvrages non résidentiels	44 429	44 671	45 109	45 501	45 238	45 613	44 493	44 928
	<i>2,4</i>	<i>0,5</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>-8,3</i>	<i>1,0</i>
Machines et matériel	83 935	84 681	88 229	88 920	90 973	91 985	82 715	86 441
	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>4,2</i>	<i>0,8</i>	<i>2,3</i>	<i>1,1</i>	<i>-1,2</i>	<i>4,5</i>
Investissement des entreprises en stocks	17 276	14 657	3 410	12 160	992	106	2 123	11 876
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Non agricoles	14 318	10 685	-1 212	7 766	-2 406	-2 838	2 876	7 889
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Agricultures	2 619	3 598	4 558	4 086	3 177	2 664	-866	3 715
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Exportations de biens et services	442 704	436 945	434 813	444 732	451 358	473 948	450 568	439 799
	<i>-1,2</i>	<i>-1,3</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,3</i>	<i>1,5</i>	<i>5,0</i>	<i>1,1</i>	<i>-2,4</i>
Biens	383 873	379 747	377 254	386 402	391 576	413 959	390 278	381 819
	<i>-0,8</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,7</i>	<i>2,4</i>	<i>1,3</i>	<i>5,7</i>	<i>0,7</i>	<i>-2,2</i>
Services	58 944	57 303	57 654	58 445	59 879	60 110	60 450	58 087
	<i>-4,3</i>	<i>-2,8</i>	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>2,5</i>	<i>0,4</i>	<i>3,8</i>	<i>-3,9</i>
Moins: Importations de biens et services	400 836	404 169	401 081	417 823	421 709	435 119	391 070	405 977
	<i>0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,8</i>	<i>4,2</i>	<i>0,9</i>	<i>3,2</i>	<i>1,4</i>	<i>3,8</i>
Biens	340 394	343 451	339 224	352 555	355 292	370 750	332 512	343 906
	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>-1,2</i>	<i>3,9</i>	<i>0,8</i>	<i>4,4</i>	<i>1,5</i>	<i>3,4</i>
Services	60 485	60 791	61 695	64 972	66 035	64 605	58 651	61 986
	<i>1,2</i>	<i>0,5</i>	<i>1,5</i>	<i>5,3</i>	<i>1,6</i>	<i>-2,2</i>	<i>1,3</i>	<i>5,7</i>
Divergence statistique	-742	-836	-855	-32	390	-1 209	-889	-616
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 093 793	1 091 782	1 095 469	1 104 391	1 112 597	1 124 350	1 074 621	1 096 359
	<i>0,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>3,4</i>	<i>2,0</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 036 393</i>	<i>1 045 724</i>	<i>1 059 110</i>	<i>1 065 043</i>	<i>1 080 474</i>	<i>1 085 091</i>	<i>1 014 795</i>	<i>1 051 568</i>
	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>0,4</i>	<i>3,1</i>	<i>3,6</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

2. Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilisent des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]

	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	2002	2003
	variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre au taux annuel, dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	3,1	3,2	4,4	0,7	6,4	1,3	3,4	3,1
Biens durables	-2,7	3,9	10,5	-16,1	9,2	3,7	8,3	2,0
Biens semi-durables	6,0	2,8	2,5	-1,1	15,7	2,3	3,8	3,1
Biens non durables	2,8	-0,3	0,6	2,6	5,3	-1,1	2,3	2,1
Services	4,4	4,8	4,9	4,7	4,9	1,7	2,6	3,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	3,7	5,9	0,4	3,9	3,2	1,2	2,8	3,8
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	17,0	8,2	1,0	5,9	6,0	-5,1	9,1	6,8
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	56	44	-16	-28	-84	332	-53	54
Formation brute de capital fixe des entreprises	5,9	1,7	14,9	5,2	7,4	4,7	1,4	4,6
Bâtiments résidentiels	6,6	-0,7	19,7	8,6	12,0	5,8	14,5	7,5
Ouvrages non résidentiels	9,9	2,2	4,0	3,5	-2,3	3,4	-8,3	1,0
Machines et matériel	3,0	3,6	17,8	3,2	9,6	4,5	-1,2	4,5
Investissement des entreprises en stocks[2]	5 978	-2 619	-11 247	8 750	-11 168	-886	6 466	9 753
Non agricoles[2]	2 138	-3 633	-11 897	8 978	-10 172	-432	6 558	5 013
Agricoles[2]	3 568	979	960	-472	-909	-513	-94	4 581
Exportations de biens et services	-4,9	-5,1	-1,9	9,4	6,1	21,6	1,1	-2,4
Biens	-3,0	-4,2	-2,6	10,1	5,5	24,9	0,7	-2,2
Services	-16,2	-10,7	2,5	5,6	10,2	1,6	3,8	-3,9
Moins: Importations de biens et services	2,8	3,4	-3,0	17,8	3,8	13,3	1,4	3,8
Biens	2,4	3,6	-4,8	16,7	3,1	18,6	1,5	3,4
Services	4,9	2,0	6,1	23,0	6,7	-8,4	1,3	5,7
Divergence statistique[2]	-486	-94	-19	823	422	-1 599	-214	272
Produit intérieur brut aux prix du marché	2,8	-0,7	1,4	3,3	3,0	4,3	3,4	2,0
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>4,1</i>	<i>3,7</i>	<i>5,2</i>	<i>2,3</i>	<i>5,9</i>	<i>1,7</i>	<i>3,1</i>	<i>3,6</i>

1 Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.
2 Variation en millions de dollars, au taux annuel.

Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]

	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	2002	2003
	calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,434	0,448	0,609	0,096	0,883	0,183	1,872	1,799
Biens durables	-0,053	0,074	0,195	-0,334	0,162	0,066	0,624	0,158
Biens semi-durables	0,070	0,033	0,030	-0,013	0,175	0,027	0,182	0,151
Biens non durables	0,096	-0,010	0,022	0,088	0,178	-0,038	0,305	0,294
Services	0,321	0,351	0,362	0,354	0,369	0,128	0,761	1,197
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,175	0,279	0,020	0,187	0,155	0,060	0,522	0,743
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,100	0,051	0,007	0,037	0,038	-0,034	0,218	0,175
Investissement des administrations publiques en stocks	0,005	0,004	-0,001	-0,003	-0,007	0,030	-0,005	0,005
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,240	0,072	0,586	0,219	0,308	0,200	0,227	0,785
Bâtiments résidentiels	0,093	-0,010	0,272	0,130	0,183	0,092	0,731	0,429
Ouvrages non résidentiels	0,098	0,023	0,041	0,037	-0,025	0,035	-0,401	0,044
Machines et matériel	0,050	0,059	0,274	0,052	0,150	0,073	-0,103	0,312
Investissement des entreprises en stocks	0,533	-0,233	-0,956	0,725	-0,914	-0,070	0,583	0,791
Non agricoles	0,188	-0,316	-1,022	0,763	-0,851	-0,034	0,600	0,401
Agricoles	0,346	0,083	0,066	-0,038	-0,063	-0,036	-0,017	0,390
Exportations de biens et services	-0,505	-0,508	-0,183	0,835	0,549	1,886	0,542	-0,915
Biens	-0,265	-0,364	-0,214	0,767	0,426	1,867	0,334	-0,705
Services	-0,240	-0,144	0,031	0,068	0,122	0,019	0,208	-0,210
Moins: Importations de biens et services	0,255	0,288	-0,258	1,357	0,306	1,056	0,496	1,385
Biens	0,182	0,259	-0,344	1,052	0,210	1,185	0,422	1,043
Services	0,073	0,030	0,086	0,305	0,096	-0,129	0,074	0,343
Divergence statistique	-0,045	-0,009	-0,002	0,075	0,038	-0,144	-0,020	0,025
Produit intérieur brut aux prix du marché	0,683	-0,184	0,338	0,814	0,743	1,056	3,444	2,023
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>0,950</i>	<i>0,850</i>	<i>1,222</i>	<i>0,539</i>	<i>1,384</i>	<i>0,409</i>	<i>2,840</i>	<i>3,503</i>

1. Les données en dollars enchaînés (1997) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de croissance du PIB.

Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]

	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	2002	2003
calculés à partir de données désaisonnalisées, (1997 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	111,0 <i>0,5</i>	110,7 <i>-0,3</i>	111,2 <i>0,5</i>	111,1 <i>-0,1</i>	111,8 <i>0,6</i>	112,6 <i>0,7</i>	109,3 <i>2,1</i>	111,0 <i>1,6</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	114,1 <i>0,4</i>	114,5 <i>0,4</i>	115,5 <i>0,9</i>	116,5 <i>0,9</i>	117,2 <i>0,6</i>	117,9 <i>0,6</i>	112,5 <i>3,1</i>	115,2 <i>2,4</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	103,6 <i>0,0</i>	102,1 <i>-1,4</i>	102,5 <i>0,4</i>	102,1 <i>-0,4</i>	103,0 <i>0,9</i>	104,8 <i>1,7</i>	103,0 <i>0,5</i>	102,6 <i>-0,4</i>
Formation brute de capital fixe des entreprises	106,8 <i>-0,6</i>	105,6 <i>-1,1</i>	105,8 <i>0,2</i>	105,7 <i>-0,1</i>	106,4 <i>0,7</i>	108,5 <i>2,0</i>	106,6 <i>2,3</i>	106,0 <i>-0,5</i>
Exportations de biens et services	109,9 <i>1,5</i>	104,1 <i>-5,3</i>	104,1 <i>0,0</i>	101,7 <i>-2,3</i>	103,7 <i>2,0</i>	107,6 <i>3,8</i>	106,4 <i>-1,8</i>	105,0 <i>-1,4</i>
Moins: Importations de biens et services	107,9 <i>-1,9</i>	101,8 <i>-5,7</i>	100,6 <i>-1,2</i>	97,4 <i>-3,2</i>	98,0 <i>0,6</i>	101,2 <i>3,3</i>	109,5 <i>0,6</i>	101,9 <i>-6,9</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	111,1 <i>1,6</i>	110,6 <i>-0,5</i>	111,3 <i>0,6</i>	111,7 <i>0,4</i>	112,9 <i>1,1</i>	114,5 <i>1,4</i>	107,8 <i>1,0</i>	111,2 <i>3,2</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>110,7</i> <i>0,4</i>	<i>110,3</i> <i>-0,4</i>	<i>110,8</i> <i>0,5</i>	<i>110,9</i> <i>0,1</i>	<i>111,6</i> <i>0,6</i>	<i>112,7</i> <i>1,0</i>	<i>109,2</i> <i>2,3</i>	<i>110,7</i> <i>1,3</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Tableau sommaire du marché financier

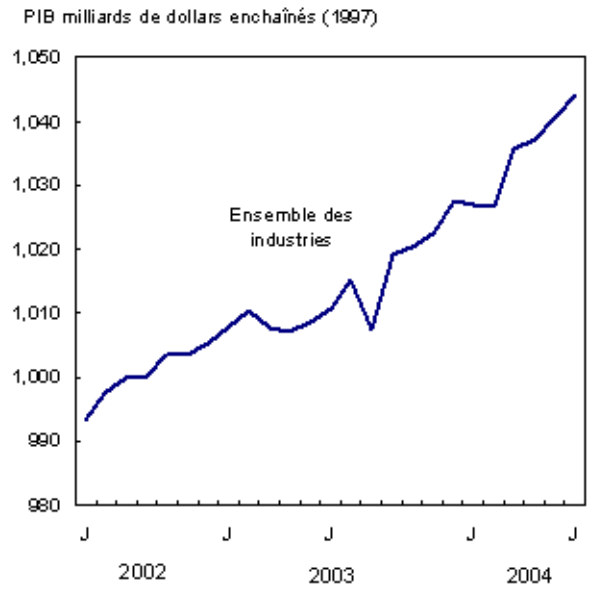
	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	2002	2003
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Financement:								
Particuliers et entreprises individuelles	49 408	49 024	52 664	49 908	53 088	53 064	46 993	50 251
Crédit à la consommation	16 268	18 260	18 972	17 056	17 792	18 064	16 499	17 639
Emprunts bancaires	1 592	1 116	1 324	692	2 468	2 388	442	1 181
Autres emprunts	2 888	648	1 520	1 152	1 132	332	2 962	1 552
Hypothèques	28 660	29 000	30 848	31 008	31 696	32 280	27 090	29 879
Sociétés privées non financières	32 688	29 752	37 164	62 892	77 168	70 468	40 084	40 624
Emprunts bancaires	-1 588	-3 772	2 520	-736	8 492	4 660	1 035	-894
Autres emprunts	-9 264	1 492	-5 848	204	-640	960	-277	-3 354
Autres effets à court terme	-6 012	-13 056	-6 068	-15 200	3 812	2 340	-4 580	-10 084
Hypothèques	4 036	4 200	5 980	5 672	5 936	6 148	4 915	4 972
Obligations	18 636	19 576	7 776	28 064	19 028	19 136	8 043	18 513
Actions	26 880	21 312	32 804	44 888	40 540	37 224	30 948	31 471
Entreprises publiques non financières	2 240	4 804	-4 320	-5 844	-5 288	708	-891	-780
Emprunts bancaires	1 204	552	-1 128	748	-196	-264	301	344
Autres emprunts	9 004	1 372	-368	-1 220	-1 852	1 340	1 056	2 197
Autres effets à court terme	596	-852	-1 940	-4 616	-3 164	3 420	318	-1 703
Hypothèques	-12	-4	-4	-4	-8	0	6	-6
Obligations	-8 544	3 788	-864	-736	-68	-3 836	-2 572	-1 589
Actions	-8	-52	-16	-16	0	48	0	-23
Administration fédérale	-2 664	4 132	2 036	-9 772	-5 740	-11 672	-1 246	-1 567
Emprunts bancaires	88	116	112	108	224	108	106	106
Autres emprunts	0	-4	-4	8	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	14 480	10 748	14 232	9 464	-3 348	3 200	7 756	12 231
Obligations d'épargne du Canada	-564	-1 660	-1 544	-1 392	-1 988	-788	-1 510	-1 290
Autres obligations	-16 668	-5 068	-10 760	-17 960	-628	-14 192	-7 598	-12 614
Autres paliers d'administration publique	3 716	16 444	10 700	2 768	28 108	18 800	9 739	8 407
Emprunts bancaires	472	140	-304	752	-1 140	192	205	265
Autres emprunts	268	896	824	532	1 980	260	454	630
Autres effets à court terme	1 948	-2 980	-5 644	2 624	-4 484	15 628	-2 300	-1 013
Hypothèques	-4	0	-76	28	60	0	-7	-13
Obligations provinciales	1 476	15 904	13 996	-568	29 420	536	10 906	7 702
Obligations municipales	-472	2 460	1 872	-608	2 240	2 160	463	813
Autres obligations	28	24	32	8	32	24	18	23
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	85 388	104 156	98 244	99 952	147 336	131 368	94 679	96 935
Crédit à la consommation	16 268	18 260	18 972	17 056	17 792	18 064	16 499	17 639
Emprunts bancaires	1 768	-1 848	2 524	1 564	9 848	7 084	2 089	1 002
Autres emprunts	2 896	4 404	-3 876	676	620	2 892	4 195	1 025
Effets à court terme, Canada	14 480	10 748	14 232	9 464	-3 348	3 200	7 756	12 231
Autres effets à court terme	-3 468	-16 888	-13 652	-17 192	-3 836	21 388	-6 562	-12 800
Hypothèques	32 680	33 196	36 748	36 704	37 684	38 428	32 004	34 832
Obligations	-6 108	35 024	10 508	6 808	48 036	3 040	7 750	11 558
Actions	26 872	21 260	32 788	44 872	40 540	37 272	30 948	31 448

PIB par industrie

Juin 2004 et deuxième trimestre de 2004

L'activité économique au Canada a progressé de 0,3 % en juin 2004, soit au même rythme qu'en mai. Il s'agit là de la quatrième hausse mensuelle consécutive du produit intérieur brut.

L'expansion économique se poursuit

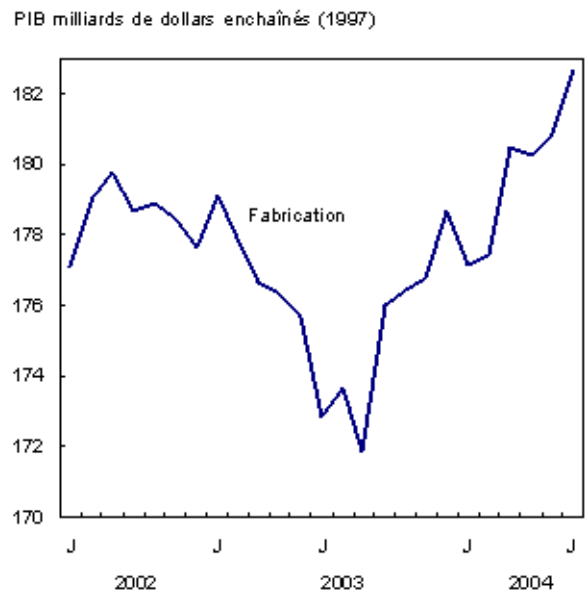


La production manufacturière a considérablement augmenté en juin grâce à la vigueur des exportations. Le commerce de gros a connu une poussée du même ordre. Le secteur public a, lui aussi, fortement contribué à la croissance économique en juin, en raison de la croissance dans les secteurs de la santé et de l'enseignement. L'expansion économique a été entravée par le fléchissement des activités minières, pétrolières et gazières, du secteur de la construction et des activités boursières, lesquelles ont contenu la croissance du secteur financier. La production industrielle (soit la production des fabricants, des mines et des services publics canadiens) a augmenté de 0,4 % en juin. La hausse de 1,1 % de la production manufacturière, principale composante de la production industrielle, a été contrebalancée par une baisse de 1,4 % de la production minière, pétrolière et gazière, tandis que les services publics ont connu une légère croissance de 0,2 %. L'indice américain de la production industrielle s'est contracté de 0,4 % en juin, ses trois grandes composantes ayant diminué.

Les fabricants tirent parti d'une forte demande d'exportation

La production du secteur de la fabrication s'est accrue de 1,1 %, principalement en raison de la forte demande d'exportation. Le secteur a connu une croissance généralisée, 17 des 21 grands groupes ayant affiché des hausses. Aiguillonnée par un bond de 13 % de la fabrication de camions lourds en juin, la production de véhicules automobiles a grimpé de 3,2 %. La production d'automobiles et de camions légers a, quant à elle, augmenté de 2,0 %. L'industrie aérospatiale a enregistré une augmentation de la production de 3,5 %, la quatrième hausse mensuelle d'affilée et la plus importante depuis mai 2002. Cette industrie semble donc montrer quelques signes de reprise par rapport au creux observé en septembre 2001. La production de machines a crû de 1,8 %, des hausses ayant été relevées dans toutes les catégories de machines. La fabrication de produits métalliques a progressé de 1,9 %, et toutes les catégories de produits métalliques ont participé à cette expansion. Grâce à la vigueur de la fabrication de produits de fer et d'acier, l'industrie de première transformation des métaux a enregistré une croissance de 0,8 % après les reculs observés en avril et mai. La fabrication de produits en bois a, elle aussi, augmenté de 0,8 % en juin, notamment en raison des prix élevés du bois d'œuvre et de la forte demande intérieure et américaine.

Les exportations stimulent la fabrication



En revanche, la fabrication reliée aux TIC a fléchi de 1,6 %, ces industries s'efforçant toujours de se remettre de la crise du secteur de la technologie survenue à la fin de 2000. La production de matériel de communication et de semi-conducteurs a diminué. L'industrie canadienne du vêtement continue de se replier, en baisse de 2,4 % en juin. La contraction de cette industrie est attribuable à une vive concurrence étrangère qui a fait baisser la production de 32 % depuis son sommet en novembre 2000.

L'énigme des cours du pétrole

La production du secteur minier, pétrolier et gazier a chuté de 1,4 % en juin. Malgré les prix élevés, les activités d'extraction et d'exploration pétrolières et gazières ont diminué en juin. L'extraction de pétrole et de gaz a accusé un recul de 1,8 %, principalement attribuable à l'industrie du gaz naturel. Les activités de forage ont chuté pour un second mois consécutif et se situent en baisse de 25 % par rapport aux niveaux enregistrés en décembre 2003. Les services de montage ont également reculé en juin.

La production de minerais métalliques a diminué de 2,0 % en juin, des baisses ayant été enregistrées dans l'extraction de tous les types de métaux. Les activités d'extraction de charbon ont également fléchi. L'industrie des mines non métalliques a été stimulée par la production accrue de potasse, en forte hausse au cours des deux derniers mois, et par l'intensification des activités des mines de diamants dans les Territoires du Nord-Ouest, ce qui a fait croître l'industrie de 4,2 % après une montée en flèche de 23 % en mai.

Le marché résidentiel marque une pause

La construction résidentielle a diminué de 1,3 % en juin, soit une troisième baisse mensuelle consécutive. Toutefois, la construction de maisons neuves, qui avait connu un bon mois en mars, est en fait en hausse de 0,7 % au deuxième trimestre, et les niveaux d'activité restent élevés par rapport à la normale. Les activités de construction ont ralenti dans toutes les catégories d'habitations, les appartements et les unifamiliales ayant accusé les plus fortes baisses. En juin, les mises en chantier résidentielles ont globalement peu bougé – en hausse dans le cas des maisons en rangée et des appartements et en baisse dans celui des maisons unifamiliales. On a observé une augmentation particulièrement forte des mises en chantier résidentielles en Alberta et dans la plupart des provinces de l'Atlantique, mais des baisses appréciables au Québec, en Colombie-Britannique, en Saskatchewan et au Nouveau-Brunswick. Le marché de la revente de maisons s'est contracté, les activités des agents et courtiers immobiliers ayant diminué de 0,7 %.

La construction de bâtiments non résidentiels s'est repliée de 1,3 % en juin, et ce recul a touché toutes les grandes catégories de bâtiments. Les plus fortes baisses ont été observées dans la construction de bâtiments industriels et

institutionnels. Néanmoins, la valeur des permis de construction de bâtiments commerciaux et institutionnels a considérablement augmenté en juin.

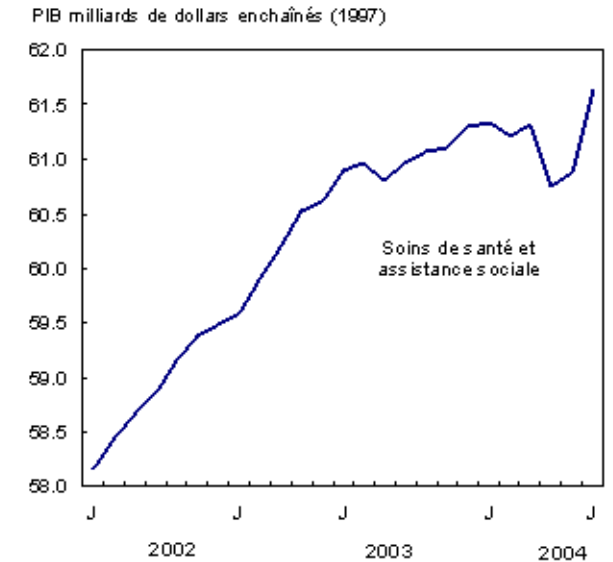
Les ventes d'automobiles animent le commerce de gros et de détail

En juin, l'augmentation de la production automobile a eu des effets positifs sur le commerce de gros. Les services de vente en gros ont progressé de 1,1 %, en grande partie à cause de la vigueur des ventes de véhicules et de pièces automobiles. Les grossistes en bois d'œuvre et menuiseries ainsi qu'en machines et fournitures ont également enregistré une hausse d'activité. Les ventes au détail d'automobiles ont donné un élan au commerce de détail qui, autrement, aurait affiché des résultats médiocres en juin. Le commerce de détail a enregistré une faible croissance de 0,3 %. En excluant les ventes des concessionnaires de véhicules automobiles, la production du commerce au détail a diminué de 0,2 %. Les ventes de produits pharmaceutiques ont aussi participé à cette expansion.

Autres industries

En Colombie-Britannique, le règlement d'un conflit de travail en mai a été largement responsable du bond de 1,2 % observée dans les services de soins de santé et d'assistance sociale.

Fin des conflits de travail dans le secteur de la santé



Aperçu de l'activité, deuxième trimestre de 2004

Après un départ lent en avril 2004, l'activité économique a pris de la vigueur les deux mois suivants, en hausse de 0,3 % en mai comme en juin.

Une remontée marquée du commerce international de marchandises au deuxième trimestre de 2004 a fait grimper la production manufacturière et a stimulé le commerce de gros de même que les services de transport ferroviaire et de camionnage. Ce dynamisme s'est surtout fait sentir dans le secteur de la production de biens. La production industrielle (soit la production des fabricants, des mines et des services publics canadiens) a progressé de 1,5 %, la production accrue du secteur de la fabrication et du secteur minier, pétrolier et gazier ayant été partiellement contrebalancée par un fléchissement des services publics. La croissance de 1,6 % de la production manufacturière est largement attribuable au secteur des biens durables. Le secteur de l'extraction minière, du pétrole et du gaz a progressé de 2,1 %, notamment en raison d'une forte hausse des activités des mines de diamants dans les Territoires du Nord-Ouest. Le secteur des services publics s'est replié, en baisse de 1,2 %, pour retrouver des niveaux d'activité plus normaux à la suite de la poussée soudaine causée par la période de froid intense du premier trimestre.

Le secteur de la fabrication a connu une croissance généralisée, des hausses ayant été observées dans 17 des 21 grands groupes. Dans l'industrie du matériel de transport, la production de véhicules automobiles a grimpé de 4,4 % après avoir fait un bond de 5,4 % au premier trimestre. La fabrication de pièces d'automobiles a, quant à elle, augmenté de 2,2 %. L'industrie aérospatiale a affiché une croissance de 4,1 %, à la suite de six baisses trimestrielles consécutives. La fabrication de produits en bois a progressé de 3,0 %, la demande d'exportation ayant fait monter les prix. Les activités d'exploitation forestière se sont aussi nettement intensifiées. La production de produits métalliques a enregistré une hausse appréciable de 3,4 % en raison d'une forte demande d'exportation pour la plupart des catégories de produits. La hausse de la production de machines a principalement touché les appareils servant dans les secteurs de la construction, des mines et du pétrole et du gaz.

Le commerce de gros, qui a profité de l'augmentation des exportations et des importations, a affiché une croissance de 2,4 % au deuxième trimestre. On observe, tout particulièrement, une intensification des activités de vente en gros de véhicules et pièces automobiles, de produits de construction et de machines. Le commerce de détail, par contre, n'a progressé que de 0,3 % au deuxième trimestre. Les consommateurs sont néanmoins restés actifs sur le marché résidentiel et ont permis aux agents et courtiers immobiliers d'accroître leurs activités de 6,3 %. La construction de maisons neuves n'a enregistré qu'une faible hausse de 0,7 %, mais le niveau d'activité demeure élevé après trois ans de croissance robuste. En revanche, la construction de bâtiments non résidentiels a reculé de 1,7 % au deuxième trimestre.

Les services de transport aérien ont connu une expansion de 3,4 %, ce qui représente une quatrième hausse trimestrielle d'affilée depuis la poussée dévastatrice du SRAS au deuxième trimestre de 2003. Néanmoins, le niveau d'activité dans cette industrie reste inférieur à celui enregistré en août 2001. Les services de transport ferroviaire et routier ont tiré parti de la circulation accrue des marchandises au deuxième trimestre, en hausse de 5,3 % et de 4,2 % respectivement.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]

	Janvier 2004	Février 2004	Mars 2004	Avril 2004	Mai 2004	Jun 2004	Jun 2003 à jun 2004
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)							%
Ensemble des industries	1 027 028	1 026 521	1 035 681	1 037 159	1 040 743	1 044 176	
	<i>-0,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,9</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	3.3
Industries productrices de biens	323 716	321 828	325 206	326 009	328 082	328 756	
	<i>0,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	4.5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	23 438	23 478	23 832	23 820	23 891	24 065	
	<i>-0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	2.4
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	37 885	37 743	37 354	37 932	38 994	38 453	
	<i>0,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,5</i>	<i>2,8</i>	<i>-1,4</i>	4.6
Services publics	27 130	25 581	25 188	25 525	25 706	25 757	
	<i>5,1</i>	<i>-5,7</i>	<i>-1,5</i>	<i>1,3</i>	<i>0,7</i>	<i>0,2</i>	0.7
Construction	56 814	56 170	57 441	57 225	56 972	56 423	
	<i>0,6</i>	<i>-1,1</i>	<i>2,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,0</i>	3.4
Fabrication	177 122	177 451	180 465	180 272	180 744	182 649	
	<i>-0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>1,1</i>	5.7
Industries productrices de services	704 544	706 083	711 830	712 477	713 904	716 701	
	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	2.7
Commerce de gros	64 261	63 490	66 093	66 067	65 892	66 591	
	<i>-2,4</i>	<i>-1,2</i>	<i>4,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,1</i>	6.6
Commerce de détail	56 833	58 367	58 834	58 247	58 072	58 247	
	<i>0,9</i>	<i>2,7</i>	<i>0,8</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,3</i>	3.1
Transport et entreposage	47 063	46 709	47 325	48 066	48 460	48 628	
	<i>-0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,3</i>	4.9
Industrie de l'information et industrie culturelle	41 794	41 774	42 037	42 436	42 900	42 884	
	<i>0,6</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,0</i>	1.1
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	206 750	207 317	208 622	209 359	209 634	209 656	
	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	2.7
Services professionnels, scientifiques et techniques	45 039	45 114	45 347	45 445	45 467	45 638	
	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,4</i>	2.2
Services administratifs et gestion des déchets	22 440	22 465	22 571	22 714	22 741	22 780	
	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	2.3
Services d'enseignement	45 081	45 255	45 430	45 431	45 836	46 241	
	<i>-1,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	1.8
Soins de santé et assistance sociale	61 328	61 218	61 324	60 742	60 880	61 630	
	<i>0,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	1.2
Arts, spectacles et loisirs	9 278	9 371	9 370	9 373	9 349	9 367	
	<i>-0,1</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,2</i>	-0.5
Hébergement et services de restauration	22 701	22 875	23 034	22 806	23 016	22 942	
	<i>-0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,3</i>	4.0
Autres services, sauf les administrations publiques	24 370	24 369	24 362	24 437	24 406	24 487	
	<i>-0,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	1.7
Administrations publiques	58 595	58 680	58 631	58 585	58 502	58 838	
	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,6</i>	1.0
Autres agrégations							
Production industrielle	243 817	242 521	244 372	245 353	247 528	248 524	
	<i>-0,0</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>0,4</i>	5.0
Fabrication de biens non durables	72 679	72 437	73 269	72 979	73 233	73 894	
	<i>-0,4</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	3.2
Fabrication de biens durables	104 348	104 913	107 091	107 186	107 404	108 646	
	<i>-1,2</i>	<i>0,5</i>	<i>2,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	7.4
Secteur des entreprises	870 791	870 098	879 070	881 269	884 468	886 491	
	<i>-0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	3.7
Secteur non commercial	156 401	156 583	156 784	156 073	156 460	157 863	
	<i>-0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,9</i>	1.1
Secteur des TIC, total	57 353	57 255	57 973	58 074	58 660	58 560	
	<i>0,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,3</i>	<i>0,2</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,2</i>	3.1

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]

	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	2002	2003
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)								
Industries productrices de biens	318 114	315 765	317 203	321 592	323 583	327 616	313 380	318 168
	<i>0,7</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>1,9</i>	<i>1,5</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	22 953	23 735	23 886	23 616	23 583	23 925	21 412	23 548
	<i>4,8</i>	<i>3,4</i>	<i>0,6</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,5</i>	<i>-3,5</i>	<i>10,0</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	35 900	36 107	37 251	37 585	37 661	38 460	35 329	36 711
	<i>1,2</i>	<i>0,6</i>	<i>3,2</i>	<i>0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>2,1</i>	<i>0,8</i>	<i>3,9</i>
Services publics	26 760	25 833	25 806	25 659	25 966	25 663	26 626	26 014
	<i>-0,1</i>	<i>-3,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>-1,2</i>	<i>2,2</i>	<i>-2,3</i>
Construction	54 043	54 381	55 065	56 124	56 808	56 873	52 555	54 903
	<i>1,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>1,9</i>	<i>1,2</i>	<i>0,1</i>	<i>1,7</i>	<i>4,5</i>
Fabrication	177 904	174 951	173 845	177 295	178 346	181 222	176 808	175 999
	<i>-0,2</i>	<i>-1,7</i>	<i>-0,6</i>	<i>2,0</i>	<i>0,6</i>	<i>1,6</i>	<i>2,9</i>	<i>-0,5</i>
Industries productrices de services	691 790	694 565	698 202	703 225	707 486	714 361	681 647	696 946
	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>4,2</i>	<i>2,2</i>
Commerce de gros	61 716	61 785	61 955	64 952	64 615	66 183	59 635	62 602
	<i>1,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>4,8</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,4</i>	<i>8,1</i>	<i>5,0</i>
Commerce de détail	55 647	56 354	57 427	56 903	58 011	58 189	54 905	56 583
	<i>0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>1,9</i>	<i>-0,9</i>	<i>1,9</i>	<i>0,3</i>	<i>5,5</i>	<i>3,1</i>
Transport et entreposage	46 798	46 257	46 189	46 974	47 032	48 385	46 401	46 554
	<i>-0,1</i>	<i>-1,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,7</i>	<i>0,1</i>	<i>2,9</i>	<i>1,7</i>	<i>0,3</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	42 248	42 319	42 189	41 699	41 868	42 740	41 274	42 114
	<i>1,2</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,2</i>	<i>0,4</i>	<i>2,1</i>	<i>6,4</i>	<i>2,0</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	201 381	202 687	204 730	205 334	207 563	209 550	199 890	203 533
	<i>-0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>1,0</i>	<i>4,9</i>	<i>1,8</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	44 154	44 543	44 657	44 774	45 167	45 517	43 255	44 532
	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>3,1</i>	<i>3,0</i>
Services administratifs et gestion des déchets	22 066	22 159	22 319	22 384	22 492	22 745	21 424	22 232
	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>1,1</i>	<i>5,0</i>	<i>3,8</i>
Services d'enseignement	45 469	45 441	45 157	45 308	45 255	45 836	45 377	45 344
	<i>-0,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,1</i>
Soins de santé et assistance sociale	59 881	60 678	60 918	61 161	61 290	61 084	58 337	60 659
	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>3,6</i>	<i>4,0</i>
Arts, spectacles et loisirs	9 154	9 334	9 280	9 308	9 340	9 363	8 924	9 269
	<i>2,3</i>	<i>2,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>4,8</i>	<i>3,9</i>
Hébergement et services de restauration	22 786	21 992	22 408	22 884	22 870	22 921	23 159	22 518
	<i>-2,1</i>	<i>-3,5</i>	<i>1,9</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>-2,8</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	24 047	24 107	24 117	24 326	24 367	24 443	23 753	24 149
	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>3,4</i>	<i>1,7</i>
Administrations publiques	57 394	57 803	57 753	58 261	58 635	58 642	56 180	57 803
	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>0,0</i>	<i>2,5</i>	<i>2,9</i>
Autres agrégations								
Production industrielle	241 248	238 011	238 671	242 219	243 570	247 135	239 278	240 037
	<i>0,1</i>	<i>-1,3</i>	<i>0,3</i>	<i>1,5</i>	<i>0,6</i>	<i>1,5</i>	<i>2,4</i>	<i>0,3</i>
Fabrication de biens non durables	73 115	72 334	71 965	72 769	72 795	73 369	72 531	72 546
	<i>-0,3</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,8</i>	<i>3,1</i>	<i>0,0</i>
Fabrication de biens durables	104 695	102 528	101 792	104 431	105 451	107 745	104 182	103 362
	<i>-0,2</i>	<i>-2,1</i>	<i>-0,7</i>	<i>2,6</i>	<i>1,0</i>	<i>2,2</i>	<i>2,7</i>	<i>-0,8</i>
Secteur des entreprises	854 381	853 497	858 730	867 492	873 320	884 076	841 623	858 525
	<i>0,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>3,6</i>	<i>2,0</i>
Secteur non commercial	154 478	155 557	155 389	156 164	156 589	156 799	152 370	155 397
	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>2,2</i>	<i>2,0</i>
Secteur des TIC, total	56 629	56 748	56 656	57 118	57 527	58 431	55 361	56 788
	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,6</i>	<i>1,8</i>	<i>2,6</i>

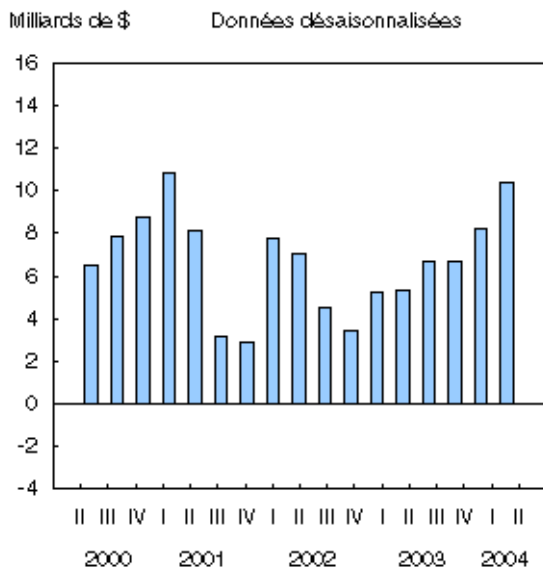
1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Balance des paiements internationaux

Deuxième trimestre de 2004

L'excédent du **compte courant** du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a augmenté de 2,2 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2004 et atteint 10,4 milliards de dollars, le deuxième excédent en importance de tous les temps. Un bond de l'excédent du commerce au chapitre des biens a compensé largement la faiblesse dans d'autres opérations du compte courant.

Deuxième plus élevé surplus du compte courant



Pour le **compte capital et financier** (non désaisonné), des fonds sont sortis du Canada vers le reste du monde pour un cinquième trimestre consécutif. L'actif du Canada en investissements directs à l'étranger a progressé d'un montant record, sous l'effet de la plus importante prise de contrôle d'une société étrangère par des Canadiens. En revanche, cette même acquisition, qui comportait un

échange d'actions, a contribué à la plus forte augmentation en 10 trimestres du passif de portefeuille canadien.

Au cours du trimestre, le dollar canadien a reculé par rapport au dollar américain pour un deuxième trimestre consécutif, et il a clôturé un peu en deçà de 75 cents US. Le dollar canadien a également perdu du terrain par rapport aux autres grandes devises, sauf le yen.

Compte courant

L'excédent au chapitre des biens continue d'augmenter

L'excédent du commerce de biens a atteint 20,0 milliards de dollars au deuxième trimestre, soit une hausse de 3,6 milliards par rapport au premier trimestre. C'est la deuxième fois seulement que cet excédent est aussi élevé, une telle situation ne s'étant présentée qu'au premier trimestre de 2001 avec un excédent de 22,2 milliards de dollars.

Les exportations ont augmenté de 10,2 milliards de dollars et ont atteint 111,4 milliards de dollars. Les produits automobiles, les biens industriels et les produits énergétiques ont augmenté d'environ deux milliards de dollars chacun, tandis que les exportations de machines et de matériel et de produits forestiers ont aussi crû de façon appréciable.

Encore une fois, l'augmentation des prix a eu un effet sur la valeur du commerce des produits énergétiques, mais elle a été encore plus importante pour les exportations de produits forestiers pour lesquelles les deux tiers de la hausse de 1,4 milliard de dollars est attribuable à l'augmentation des prix.

Note aux lecteurs

Les exportations de biens au deuxième trimestre ont été révisées à la baisse par environ 1,3 milliard de dollars par rapport aux valeurs publiées le 13 août 2004 dans le cadre des données mensuelles du commerce international des marchandises. De nouvelles informations sur les volumes et les prix des exportations de gaz naturel et une révision à la correction due aux variations du taux de change ont été les principaux contributeurs à ce changement. Ces révisions seront incluses dans les séries mensuelles sur le commerce des marchandises lors de leur prochaine parution le 10 septembre 2004.

La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le **compte courant** et le **compte capital et financier**.

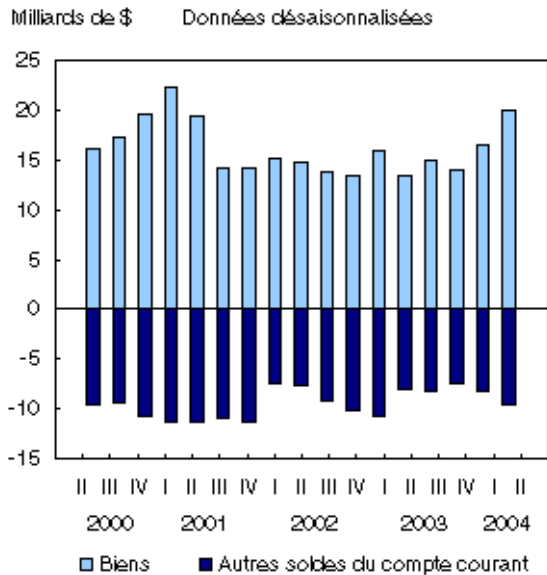
Le **compte courant** couvre les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements, et les transferts courants. Les transactions telles les exportations et les revenus d'intérêt correspondent à des recettes alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un **surplus** ou un **déficit** au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions reliées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (actif du Canada), soit à des étrangers (passif du Canada). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. La **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

Les importations ont progressé de 6,6 milliards de dollars et ont atteint 91,4 milliards de dollars. Tout comme pour les exportations, la valeur de toutes les grandes catégories de biens importés a augmenté au cours du deuxième trimestre, les machines et le matériel et les biens industriels affichant les hausses les plus prononcées.

Importante augmentation du surplus des biens



Des profits plus élevés sur les investissements directs étrangers au Canada

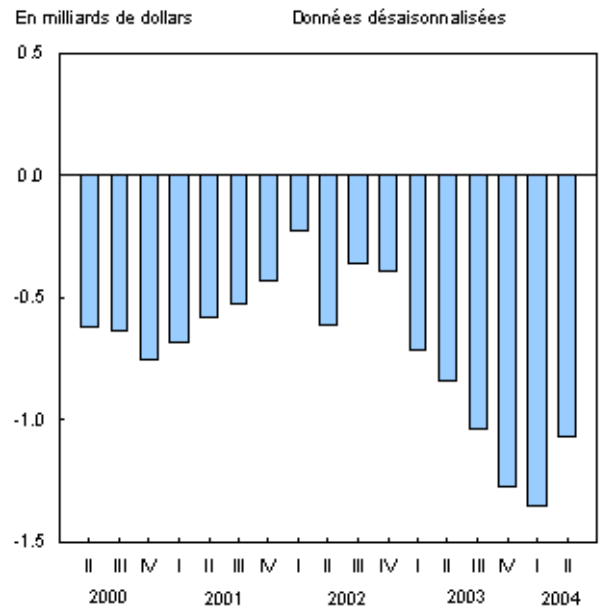
Le déficit au chapitre des revenus des investissements s'est accru de 1,5 milliard de dollars et s'est établi à 6,8 milliards étant donné que les profits réalisés par les investisseurs étrangers directs au Canada ont augmenté de 1,3 milliard au deuxième trimestre. Les rentrées de revenus des investissements sont restées les mêmes car l'augmentation du revenu d'intérêts a compensé le faible rendement des actions.

La plus forte augmentation des profits réalisés sur les investissements directs étrangers est venue des industries de l'alimentation, des boissons et du tabac, ainsi que du secteur du matériel de transport.

Le déficit au chapitre des services reste stable

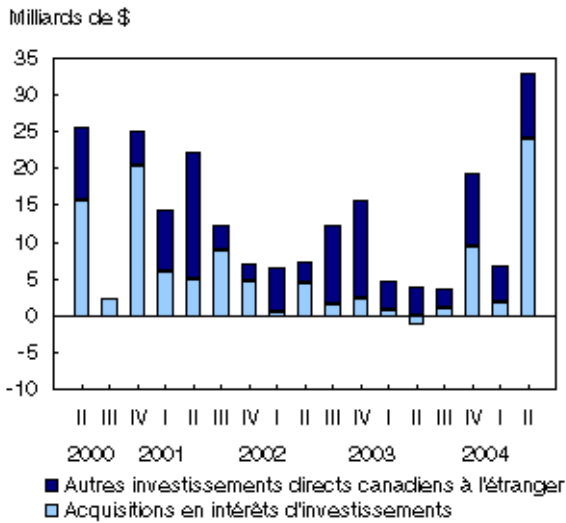
Au deuxième trimestre, le déficit du commerce au chapitre des services s'est rétréci de 0,1 milliard de dollars pour s'établir à 2,9 milliards. La diminution du déficit au chapitre des voyages a été annulée par l'augmentation du déficit au chapitre des services commerciaux.

Première réduction du déficit des voyages en près de deux ans



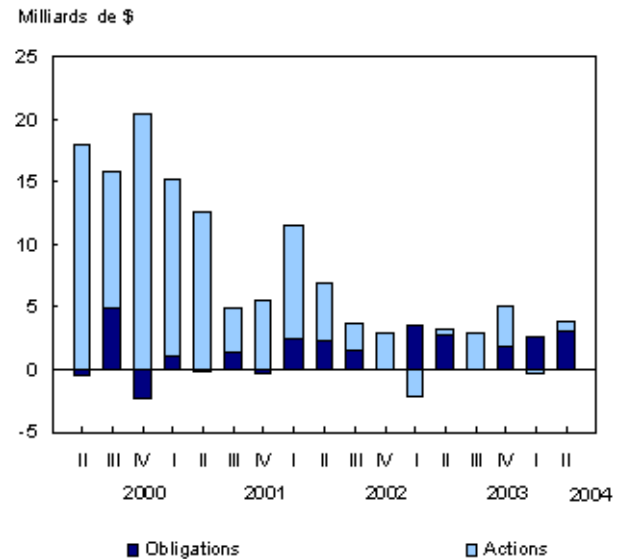
Le déficit au chapitre des voyages a diminué de 0,3 milliard de dollars au deuxième trimestre suite à l'augmentation pendant le trimestre des dépenses par les visiteurs étrangers au Canada. Pour la première fois en une année, le nombre de voyageurs en provenance de pays autres que les États-Unis a été comparable à celui de la période antérieure au SRAS.

Investissements record par les investisseurs directs canadiens



Signes renversés de la balance des paiements.

Investissements canadiens de portefeuille à l'étranger, surtout en obligations¹



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Compte financier

Les investissements directs à l'étranger font un bond record

Après des investissements modérés de 6,6 milliards de dollars au premier trimestre, les investisseurs directs canadiens ont contribué pour un montant record de 33 milliards de dollars aux économies étrangères au deuxième trimestre. La plus grande partie de cette somme est liée à des acquisitions, notamment la plus importante prise de contrôle canadienne d'une société étrangère dans l'histoire. Les deux tiers des investissements directs à l'étranger se sont produits dans le secteur des finances et des assurances, et il y a eu des investissements importants dans l'industrie de l'énergie et des minéraux métalliques et dans celle du bois et du papier. Environ 85 % des investissements ont été faits dans l'économie américaine.

Les investissements canadiens dans les titres étrangers se sont faits encore une fois surtout dans les obligations

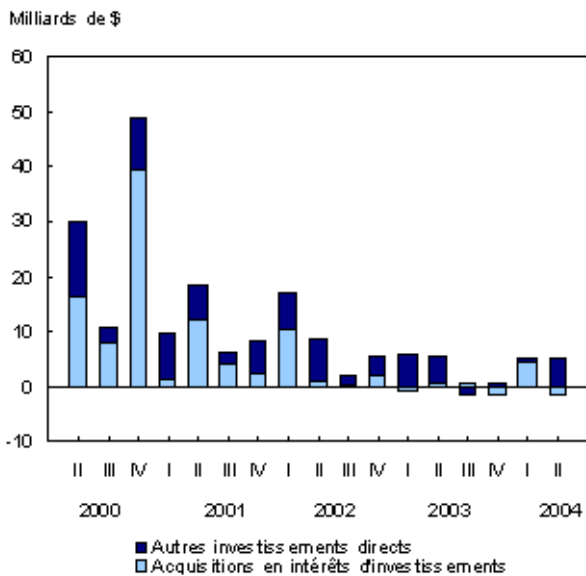
Les investissements de 3,8 milliards de dollars dans les titres étrangers au deuxième trimestre représentent une augmentation de 60 % par rapport au premier trimestre. La plus grande partie des investissements canadiens ont été faits dans des obligations étrangères, mais les résidents ont élargi leur portefeuille d'actions étrangères après une pause d'un trimestre.

Des 3,0 milliards de dollars consacrés à l'achat d'obligations étrangères par des Canadiens, près des trois quarts ont servi à acheter des obligations du Trésor américain. Il s'agit d'un revirement par rapport aux deux trimestres antérieurs où les obligations d'outre-mer et celles des sociétés américaines avaient été privilégiées par rapport aux obligations du Trésor américain. Tout comme au premier trimestre, les investisseurs canadiens ont acquis des actions américaines mais ont vendu des actions étrangères, avec comme résultat net des investissements modestes de 739 millions de dollars dans des actions étrangères.

Les investissements directs étrangers au Canada restent faibles

Le montant de 3,3 milliards de dollars en investissements directs étrangers au Canada s'explique surtout par le réinvestissement des bénéfices car les acquisitions ont été négatives pour la deuxième fois en trois trimestres. On dit qu'il y a acquisition négative lorsque les Canadiens finissent par racheter des entreprises auprès d'investisseurs étrangers. Presque tous les investissements du trimestre sont provenus d'investisseurs américains et européens. Sur le plan sectoriel, les investissements ont été répartis avec en tête le secteur des machines et du transport.

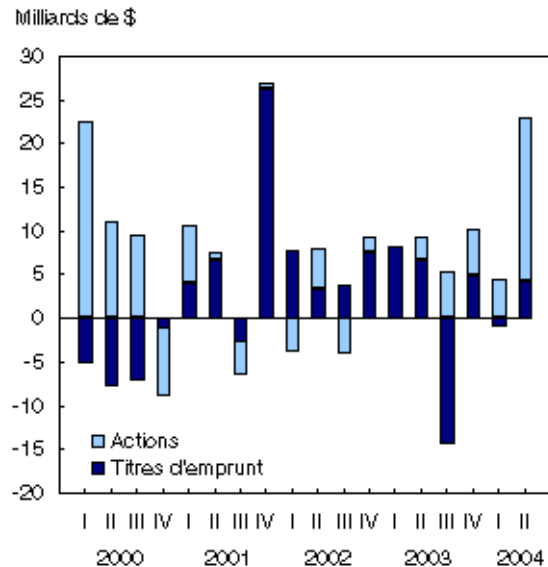
Les investissements directs étrangers au Canada ralentissent encore



Les actions dominent l'augmentation des investissements étrangers dans les titres canadiens

Les gros investissements de portefeuille étranger de 22,9 milliards de dollars dans des titres canadiens sont attribuables pour les quatre-cinquièmes aux actions, surtout de nouvelles actions de trésorerie émises pour l'acquisition par des Canadiens de sociétés étrangères. Les non-résidents ont acquis des obligations pour le même montant que leurs achats au premier trimestre et ils ont acquis des instruments du marché monétaire pour la valeur la plus élevée en six trimestres.

Les actions de trésorerie dominent les investissements étrangers dans les titres canadiens



Au deuxième trimestre, les investissements dans les actions canadiennes ont été les deuxièmes en importance de tous les temps : il s'agit essentiellement dans ce cas de nouvelles actions de trésorerie émises pour l'acquisition de deux sociétés américaines et de quelques nouvelles émissions vendues sur les marchés étrangers. Alors que le cours des actions canadiennes a fléchi quelque peu au cours du trimestre, les investissements étrangers dans les actions en circulation ont été négligeables après quatre trimestres d'achats totalisant 14,9 milliards de dollars.

Sur le marché des instruments à court terme, les investissements étrangers de 1,8 milliard de dollars ont été les plus élevés depuis le quatrième trimestre de 2002. Ces investissements ont été faits dans les effets publics, surtout des instruments émis par les entreprises fédérales. Les taux à court terme au Canada sont restés plus élevés que ceux des États-Unis, mais l'écart s'est rétréci à trois quarts d'un point de pourcentage, soit le plus faible niveau en un peu plus de deux ans.

Les obligations canadiennes ont encore attiré les investissements étrangers au cours du trimestre puisque les investisseurs étrangers en ont acheté pour une valeur de 2,3 milliards de dollars. Ces investissements se sont faits surtout dans les obligations de sociétés car les investisseurs étrangers ont acheté des obligations du gouvernement fédéral et d'entreprises fédérales, mais ont vendu un montant équivalent d'obligations de gouvernements et d'entreprises des provinces. Les investissements sont provenus des États-Unis et de l'Asie, tout comme au premier trimestre. Sur le plan des devises, les investisseurs étrangers ont acquis 3,6 milliards de dollars et 1,5 milliard de dollars respectivement d'obligations libellées en dollars canadiens et en dollars américains, mais ils ont réduit de 2,8 milliards de dollars leurs avoirs de titres de créance libellés dans d'autres devises tout comme au premier trimestre.

Autres investissements

Dans la catégorie des autres investissements, les opérations nettes ont entraîné des entrées de capitaux qui ont compensé des sorties d'une ampleur semblable au premier trimestre. Les opérations brutes ont atteint un niveau élevé en raison surtout des activités des banques canadiennes avec les non-résidents. Le passif-dépôts des banques canadiennes, qui s'est beaucoup accru, s'est situé en tête de la catégorie des autres éléments de passif et a annulé largement la forte réduction au trimestre précédent. Le passif-prêts a également augmenté en raison des prêts avec convention de rachat.

Du côté de l'actif, l'actif-dépôts détenu à l'étranger par des Canadiens a augmenté de façon appréciable, surtout du fait que les banques canadiennes ont augmenté leurs dépôts en devises étrangères auprès de leurs sociétés affiliées étrangères. Les autres placements ont augmenté également surtout en raison des investissements dans des titres étrangers par les banques canadiennes. Enfin, les réserves internationales du Canada se sont contractées pour la septième fois dans les huit derniers trimestres. La baisse modeste au cours du trimestre a annulé une hausse de nature semblable au premier trimestre.

Balance des paiements

	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	2002	2003
données non désaisonnalisées, millions de dollars								
Compte courant								
Recettes								
Biens et services	119 596	115 187	112 766	112 425	115 675	130 165	477 694	459 974
Biens	105 638	100 587	95 292	98 493	101 718	114 569	413 795	400 010
Services	13 958	14 600	17 475	13 932	13 957	15 596	63 899	59 964
Revenus de placements	7 052	8 172	8 354	9 122	8 710	8 710	31 185	32 700
Investissements directs	2 729	4 140	4 348	5 239	4 800	4 677	13 624	16 455
Investissements de portefeuille	2 367	2 359	2 353	2 243	2 196	2 289	9 628	9 321
Autres investissements	1 956	1 673	1 654	1 640	1 714	1 745	7 934	6 923
Transferts courants	1 913	1 490	1 490	1 820	2 008	1 621	6 957	6 714
Recettes du compte courant	128 561	124 849	122 611	123 367	126 391	140 496	515 836	499 388
Paiements								
Biens et services	106 798	106 404	98 449	101 037	103 315	113 975	427 382	412 688
Biens	88 644	89 126	80 420	83 643	84 548	95 659	356 581	341 833
Services	18 155	17 278	18 029	17 393	18 768	18 316	70 801	70 855
Revenus de placements	16 149	13 424	13 483	13 387	14 600	15 372	59 839	56 443
Investissements directs	6 518	4 696	4 896	4 774	5 860	6 927	20 670	20 884
Investissements de portefeuille	7 545	7 188	7 129	6 893	6 803	6 886	30 466	28 755
Autres investissements	2 086	1 541	1 458	1 719	1 938	1 558	8 702	6 804
Transferts courants	2 124	1 321	1 475	1 520	2 163	1 406	5 951	6 440
Paiements du compte courant	125 071	121 149	113 407	115 943	120 078	130 753	493 171	475 570
Soldes								
Biens et services	12 798	8 783	14 318	11 388	12 360	16 190	50 312	47 287
Biens	16 994	11 461	14 872	14 850	17 171	18 910	57 214	58 177
Services	-4 197	-2 678	-554	-3 462	-4 811	-2 720	-6 903	-10 891
Revenus de placements	-9 097	-5 252	-5 129	-4 265	-5 891	-6 661	-28 653	-23 743
Investissements directs	-3 789	-556	-548	464	-1 060	-2 251	-7 046	-4 429
Investissements de portefeuille	-5 178	-4 829	-4 777	-4 650	-4 607	-4 597	-20 838	-19 433
Autres investissements	-130	132	196	-80	-224	187	-769	119
Transferts courants	-211	169	14	301	-155	215	1 006	274
Solde du compte courant	3 490	3 700	9 204	7 424	6 313	9 744	22 664	23 818
Compte capital et financier[1]								
Compte capital	1 000	985	1 067	917	923	1 194	4 988	3 968
Compte financier	3 550	-13 012	-6 456	-8 775	-6 886	-4 097	-17 837	-24 694
Actif du Canada, flux nets								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-4 679	-2 743	-3 510	-19 258	-6 636	-33 000	-41 472	-30 191
Investissements de portefeuille	-1 349	-3 204	-2 812	-5 154	-2 336	-3 765	-25 087	-12 519
Obligations étrangères	-3 501	-2 664	-5	-1 901	-2 612	-3 026	-6 229	-8 071
Actions étrangères	2 151	-540	-2 807	-3 253	277	-739	-18 858	-4 449
Autres investissements	-23 541	3 959	2 227	-8 046	1 298	-12 241	-13 206	-25 401
Prêts	-5 625	2 913	6 256	2 627	-309	-1 733	-8 182	6 171
Dépôts	-17 387	3 066	292	-9 205	-1 469	-7 105	5 731	-23 234
Réserves internationales	2 711	229	4	1 749	-236	243	298	4 693
Autres actifs	-3 240	-2 249	-4 325	-3 217	3 312	-3 645	-11 053	-13 030
Total de l'actif du Canada, flux nets	-29 569	-1 988	-4 095	-32 459	-7 673	-49 005	-79 765	-68 111
Passif du Canada, flux nets								
Investissements directs étrangers au Canada	5 233	5 679	-863	-827	4 951	3 283	33 026	9 222
Investissements de portefeuille	7 956	9 204	-8 820	10 130	3 668	22 892	20 935	18 469
Obligations canadiennes	9 131	6 161	-12 240	3 947	2 040	2 329	18 684	7 000
Actions canadiennes	-265	2 575	5 394	5 227	4 401	18 723	-1 531	12 931
Effets du marché monétaire canadien	-910	467	-1 975	956	-2 772	1 841	3 782	-1 461
Autres investissements	19 930	-25 907	7 323	14 380	-7 832	18 733	7 967	15 726
Emprunts	1 013	-3 480	-264	4 472	1 763	4 079	1 400	1 741
Dépôts	21 200	-20 592	7 525	10 131	-10 520	14 714	13 568	18 265
Autres passifs	-2 284	-1 835	61	-223	925	-60	-7 001	-4 280
Total du passif du Canada, flux nets	33 119	-11 024	-2 361	23 683	788	44 908	61 928	43 417
Total du compte capital et financier, flux nets	4 550	-12 027	-5 389	-7 859	-5 962	-2 903	-12 850	-20 725
Divergence statistique	-8 040	8 328	-3 814	434	-350	-6 841	-9 815	-3 092

1. Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Compte courant

	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	2002	2003
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
Recettes								
Biens et services	121 274	113 279	112 786	112 635	116 576	127 027	477 694	459 974
Biens	105 857	98 578	98 030	97 545	101 240	111 419	413 795	400 010
Services	15 417	14 700	14 757	15 090	15 336	15 608	63 899	59 964
Voyages	4 020	3 443	3 552	3 732	3 876	4 112	16 747	14 746
Transports	2 701	2 430	2 517	2 637	2 746	2 884	11 115	10 285
Services commerciaux	8 357	8 484	8 338	8 372	8 372	8 261	34 599	33 551
Services gouvernementaux	340	344	349	350	342	351	1 438	1 382
Revenus de placements	7 036	8 233	8 362	9 068	8 749	8 758	31 185	32 700
Investissements directs	2 697	4 229	4 398	5 131	4 817	4 757	13 624	16 455
Intérêts	217	171	185	175	129	145	471	748
Bénéfices	2 480	4 058	4 213	4 956	4 687	4 612	13 153	15 707
Investissements de portefeuille	2 367	2 312	2 327	2 315	2 212	2 242	9 628	9 321
Intérêts	439	432	463	480	469	546	1 775	1 814
Dividendes	1 927	1 881	1 864	1 836	1 743	1 695	7 853	7 508
Autres investissements	1 973	1 692	1 637	1 622	1 720	1 760	7 934	6 923
Transferts courants	1 707	1 650	1 651	1 706	1 790	1 809	6 957	6 714
Privé	685	589	651	632	697	620	2 567	2 558
Officiel	1 021	1 061	1 000	1 073	1 094	1 189	4 390	4 156
Total des recettes	130 018	123 163	122 799	123 409	127 115	137 594	515 836	499 388
Paiements								
Biens et services	107 851	102 689	100 644	101 505	103 116	109 912	427 382	412 688
Biens	89 960	85 260	83 143	83 469	84 776	91 380	356 581	341 833
Services	17 890	17 428	17 501	18 035	18 340	18 532	70 801	70 855
Voyages	4 731	4 284	4 590	5 002	5 224	5 180	18 333	18 608
Transports	3 581	3 450	3 603	3 592	3 731	3 852	14 122	14 225
Services commerciaux	9 353	9 470	9 082	9 213	9 158	9 271	37 464	37 119
Services gouvernementaux	225	224	226	228	228	229	883	903
Revenus de placements	15 367	13 521	13 913	13 641	14 110	15 569	59 839	56 443
Investissements directs	6 026	4 646	5 174	5 039	5 644	6 930	20 670	20 884
Intérêts	452	462	474	475	496	494	1 385	1 862
Bénéfices	5 574	4 184	4 700	4 564	5 147	6 437	19 285	19 022
Investissements de portefeuille	7 470	7 195	7 147	6 942	6 764	6 900	30 466	28 755
Intérêts	6 728	6 503	6 429	6 189	6 117	6 192	27 714	25 849
Dividendes	743	692	718	753	647	709	2 753	2 905
Autres investissements	1 871	1 681	1 592	1 660	1 703	1 739	8 702	6 804
Transferts courants	1 580	1 653	1 606	1 601	1 639	1 696	5 951	6 440
Privé	873	906	902	925	945	974	3 382	3 607
Officiel	707	746	704	676	694	722	2 569	2 833
Total des paiements	124 798	117 863	116 163	116 747	118 866	127 178	493 171	475 570
Soldes								
Biens et services	13 424	10 590	12 142	11 130	13 459	17 115	50 312	47 287
Biens	15 897	13 318	14 887	14 075	16 463	20 039	57 214	58 177
Services	-2 473	-2 728	-2 744	-2 945	-3 004	-2 924	-6 903	-10 891
Voyages	-712	-842	-1 038	-1 271	-1 347	-1 068	-1 586	-3 862
Transports	-879	-1 020	-1 086	-955	-985	-968	-3 007	-3 940
Services commerciaux	-996	-986	-744	-841	-786	-1 010	-2 865	-3 567
Services gouvernementaux	114	120	123	121	114	123	555	479
Revenus de placements	-8 331	-5 288	-5 551	-4 572	-5 361	-6 811	-28 653	-23 743
Investissements directs	-3 329	-417	-776	92	-827	-2 174	-7 046	-4 429
Intérêts	-235	-291	-289	-300	-367	-349	-914	-1 114
Bénéfices	-3 094	-126	-487	392	-460	-1 825	-6 132	-3 315
Investissements de portefeuille	-5 104	-4 883	-4 820	-4 626	-4 551	-4 659	-20 838	-19 433
Intérêts	-6 288	-6 072	-5 966	-5 709	-5 647	-5 645	-25 939	-24 036
Dividendes	1 185	1 189	1 146	1 083	1 096	987	5 100	4 602
Autres investissements	102	11	45	-38	17	21	-769	119
Transferts courants	127	-2	45	104	151	113	1 006	274
Privé	-188	-317	-251	-293	-248	-354	-815	-1 049
Officiel	314	315	296	397	400	467	1 821	1 323
Compte courant	5 220	5 300	6 636	6 662	8 250	10 416	22 664	23 818

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Deuxième trimestre de 2004

La productivité du travail dans les entreprises canadiennes s'accroît faiblement entre avril et juin de 2004, l'activité économique ayant augmenté sensiblement au même rythme que les heures travaillées.

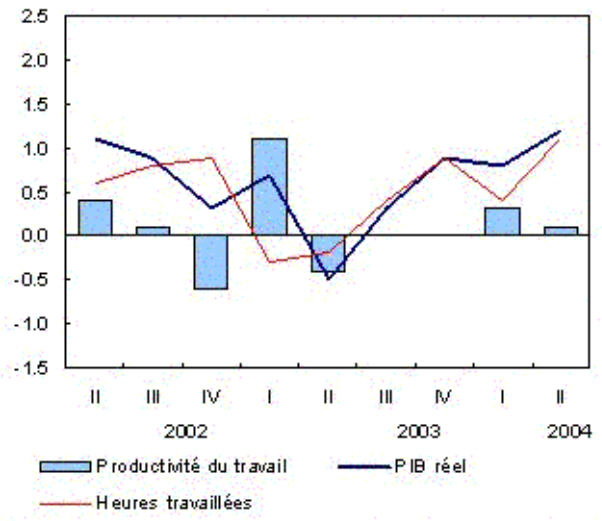
En progressant de 0,1% au deuxième trimestre, la productivité a prolongé sa performance anémique qui a commencé il y a un an. Après avoir affiché un fort gain de 1,1% au premier trimestre de 2003, la productivité dans les entreprises canadiennes s'est détériorée, affichant une croissance presque nulle au cours des cinq derniers trimestres.

Cependant, le dollar canadien ayant freiné sa remontée depuis le début de 2004, les entreprises canadiennes ont fortement accru leurs exportations au cours du deuxième trimestre en stabilisant leurs coûts unitaires de main-d'oeuvre face à leurs homologues américaines.

La productivité, telle que mesurée par la production par heure travaillée, s'améliore lorsque le PIB s'accroît plus rapidement que les heures travaillées. La croissance de la productivité permet d'augmenter et de maintenir le niveau de vie des habitants de ce pays.

La croissance de la productivité demeure faible au deuxième trimestre

Variation trimestrielle en %



Au deuxième trimestre, la croissance du PIB réel s'est accrue de 1,2%, tandis que les heures travaillées à un rythme presque similaire (1,1%).

Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité non seulement dans le secteur des entreprises mais aussi à un niveau détaillé, qui englobe 15 principales industries du secteur des entreprises (y compris le secteur des biens et celui des services). Des mesures trimestrielles de la productivité par industrie ont été diffusées pour la première fois en décembre dernier, les données étant disponibles à partir de premier trimestre de 1997.

Dans ce chapitre, l'utilisation du terme «productivité» fait référence à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

Les estimations trimestrielles de la productivité fournissent une première indication des tendances récentes de la productivité dans l'économie canadienne. Ces données sont produites à partir des estimations provisoires du produit intérieur brut (PIB) qui sont éventuellement révisées lorsque des sources additionnelles et plus précises d'information deviennent disponibles pour les Comptes nationaux.

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez la page *Aperçu du programme de recherche et une description des publications* de notre site Web (www.statcan.ca/francais/studies/eaupdate/prdescrip_f.htm). Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en envoyant un message à productivite.mesures@statcan.ca.

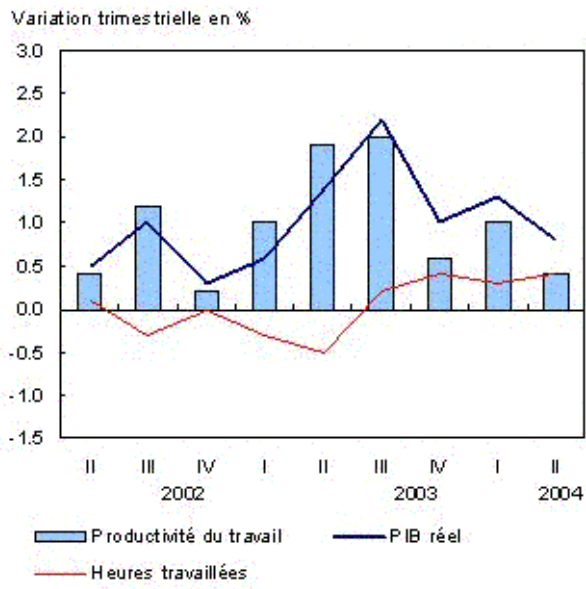
La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

Au sud de la frontière, la croissance de la productivité du côté des entreprises américaines, a devancé celle du Canada pour un cinquième trimestre consécutif, même si elle a sensiblement ralenti.

La croissance de la productivité américaine a ralenti



Entre avril et juin 2004, la productivité n'a augmenté que de 0,4% aux États-Unis, soit moins de la moitié du taux observé au premier trimestre. Depuis le troisième trimestre de 2003, la productivité aux États-Unis a suivi un parcours en dents de scie.

La croissance de la productivité dans le secteur des services s'est maintenue

Au deuxième trimestre, la productivité dans le secteur des services continue de progresser, alors que celle dans le secteur des biens poursuit sa baisse.

La productivité dans le secteur des services s'est accrue de 0,4% au deuxième trimestre, ce qui fait suite à une progression de 0,5% au trimestre précédent.

À l'inverse, la productivité dans le secteur des biens a diminué pour un deuxième trimestre consécutif (-0,9%). Cette piètre performance de la productivité dans le secteur des biens au deuxième trimestre est survenue dans le contexte d'une croissance plus forte de la production (1,2%), soit le double de celle observée au premier trimestre.

À l'échelon industriel, le secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse a affiché la plus forte progression de productivité au deuxième trimestre. Exception faite de cette industrie, toutes les autres industries qui composent le secteur des biens, notamment la fabrication, ont enregistré un recul de leur productivité au deuxième trimestre. En dépit du fait que la forte

augmentation des exportations de marchandises ait suscité une croissance de 1,6% de sa production, la fabrication a vu sa productivité fléchir de 0,9% au deuxième trimestre, après un premier trimestre de stagnation.

Dans le contexte d'une croissance quasi-nulle de ses activités, la construction continue pour un quatrième trimestre consécutif à enregistrer des baisses de productivité, reculant de 3,0% au deuxième trimestre. Il s'agissait de la plus forte baisse parmi toutes les industries.

Du côté du secteur des services, les gains de productivité enregistrés au deuxième trimestre ont été soutenus en grande partie par l'amélioration de la croissance de la productivité dans les services des finances, des assurances, des services immobiliers et de la location, dans l'industrie culturelle et celle de l'information, ainsi que dans le commerce de gros. Ces trois groupes industriels du secteur des services avaient tous connu des augmentations de leur productivité au cours du trimestre précédent.

La croissance de la productivité dans les services des finances, des assurances, des services immobiliers et de la location s'est accélérée, pour s'établir à 2,2% au deuxième trimestre, soit plus du double du taux de 0,9% observé au premier trimestre. Il s'agissait de la meilleure performance parmi toutes les industries qui composent le secteur des services. Sa production a légèrement ralenti, pour s'établir à 1,2% au deuxième trimestre, après une hausse de 1,4% au premier trimestre, tandis que les heures travaillées ont reculé de 0,9%, après avoir augmenté de 0,5% au premier trimestre.

L'industrie culturelle et celle de l'information au deuxième trimestre ont maintenu un rythme d'augmentation de leur productivité similaire à celui du premier trimestre, soit 0,9%. La production dans ce secteur a connu une croissance de 2,1% au deuxième trimestre, tandis que les heures travaillées ont progressé de 1,2%.

Après une croissance proche de zéro au premier trimestre, la productivité dans le commerce de gros a rebondi de 0,9% au deuxième trimestre. Le commerce de gros a bénéficié de la remontée marquée du commerce international de marchandises, sa croissance économique ayant progressé de 2,4% au deuxième trimestre.

Les coûts unitaires de main d'œuvre en légère baisse du côté des entreprises

D'un trimestre à l'autre, les coûts unitaires de la main-d'œuvre, un indicateur qui permet de mesurer les changements relatifs entre la rémunération horaire et la productivité, ont légèrement reculé de 0,1% au deuxième trimestre. Il s'agit d'une première baisse trimestrielle en sept trimestres.

Au cours des quatre derniers trimestres, les coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur des entreprises ont évolué sensiblement au même rythme que la rémunération horaire.

À l'instar du secteur des entreprises, les pressions sous-jacentes de coûts de main-d'œuvre sont demeurées contenues au deuxième trimestre dans la majorité des industries.

Pour un troisième trimestre consécutif, les coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur des services n'ont pas varié. Du côté du secteur des biens, les coûts unitaires ont reculé légèrement de 0,2% au deuxième trimestre, après avoir augmenté de 0,7% au premier trimestre.

À l'échelon industriel, la diminution la plus importante a été enregistrée dans le secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (-4,7%), alors que la hausse la plus importante a été observée dans le commerce de gros (+3,1%).

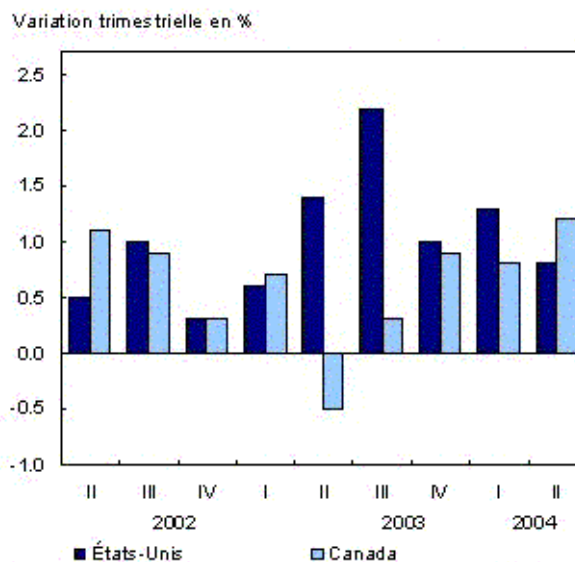
En dépit d'une piètre performance en matière de productivité, le secteur de fabrication a enregistré une baisse de 1,2% de ses coûts de main-d'œuvre au deuxième trimestre. Il s'agissait d'un quatrième recul trimestriel de suite.

Une hausse plus forte de la production mais aucun gain de productivité au Canada

Au deuxième trimestre de 2004, la croissance de la production réelle (PIB réel) dans les entreprises canadiennes a été plus marquée que dans les entreprises américaines, et ce, pour la première fois depuis le premier trimestre de 2003.

La croissance de la production des entreprises canadiennes s'est accrue de 1,2% au deuxième trimestre, un rythme plus rapide que celui de 0,8% affiché au premier trimestre. Ce rythme plus fort est principalement attribuable à l'explosion des exportations (+5,0%).

Une croissance de production plus élevée dans les entreprises canadiennes

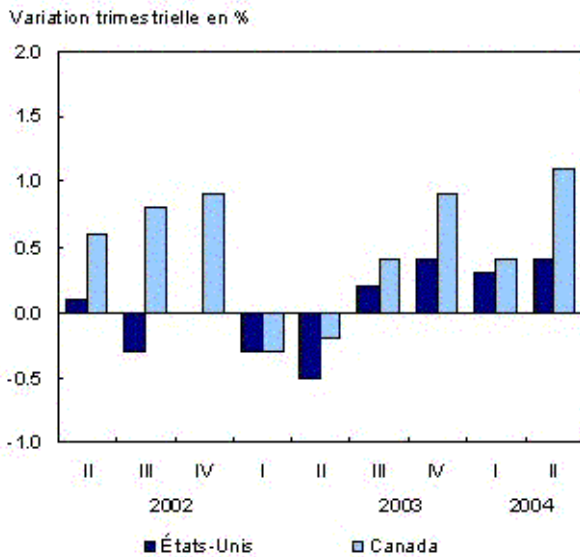


À l'inverse, la croissance de la production dans les entreprises américaines a décéléré pour atteindre 0,8% au deuxième trimestre, soit un rythme de croissance inférieur à celui de 1,3% observé au premier trimestre. Cette décélération est attribuable à la fois au ralentissement de la croissance des dépenses des consommateurs américains ainsi qu'à la poussée des importations de biens et de services. En revanche, la croissance des dépenses des entreprises a permis de compenser la majeure partie de ces deux sources de faiblesse.

Au Canada, la forte croissance de la production était accompagnée d'un marché du travail plus dynamique. Alors qu'elles ont augmenté de 0,4% au trimestre précédent, les heures travaillées consacrées à la production dans les entreprises canadiennes ont connu une hausse marquée de 1,1% au deuxième trimestre.

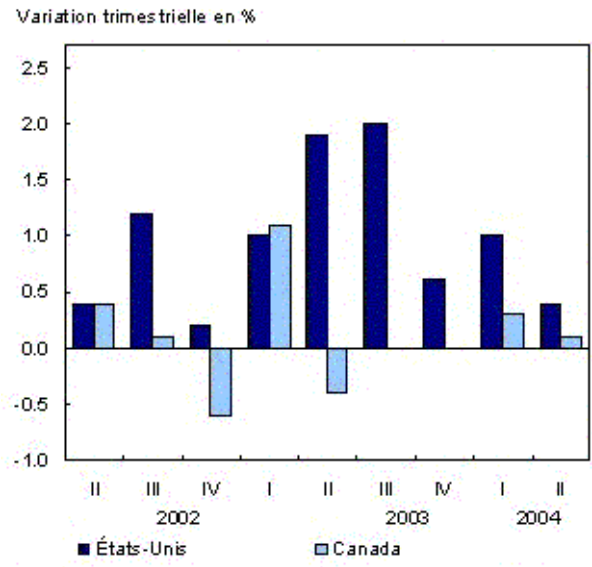
Entre temps, les heures travaillées dans les entreprises américaines n'ont augmenté que 0,4% au deuxième trimestre. Au cours des quatre derniers trimestres, la croissance des heures travaillées aux États-Unis s'est maintenue quasiment au même rythme. En moyenne, les heures travaillées ont augmenté durant cette période de 0,4% par trimestre.

Une augmentation plus forte des heures travaillées au Canada



La meilleure performance au chapitre de la productivité aux États-Unis tient ainsi à la performance très différente des marchés du travail dans les deux pays au cours du deuxième trimestre.

L'écart de la productivité au Canada/États-Unis se rétrécit



En dépit d'une croissance plus robuste du PIB réel au Canada qu'aux États-Unis au deuxième trimestre, l'augmentation plus faible des heures travaillées au sud de la frontière a permis aux entreprises américaines d'afficher des gains de productivité plus élevés qu'au Canada.

La hausse des coûts unitaires de main d'œuvre canadiens en \$ US se poursuit, mais plus lentement

À l'instar de la productivité, les États-Unis continuent de détenir sur le Canada un avantage au chapitre des coûts unitaires de main-d'œuvre au deuxième trimestre, surtout lorsqu'on tient compte du taux de change.

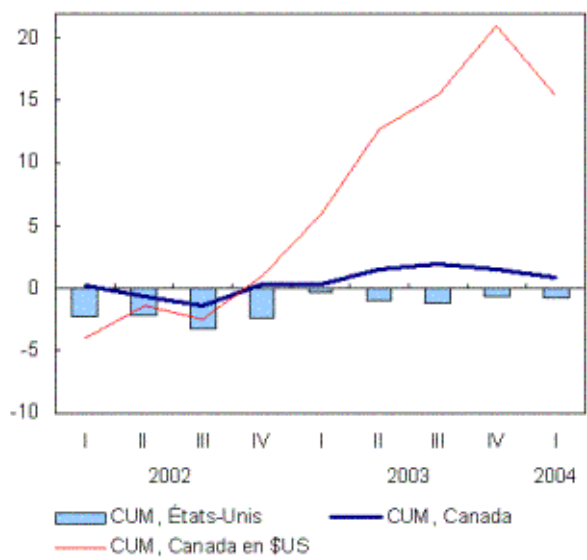
Cependant, l'écart annuel en termes de coût unitaire de main-d'œuvre qui était en faveur des États-Unis depuis le quatrième trimestre de 2002 s'est résorbé considérablement au deuxième trimestre. Les entreprises canadiennes ont ainsi récupéré une partie de la compétitivité perdue vis-à-vis de leurs homologues américaines depuis le premier trimestre de 2003. Cette situation a favorisé la hausse des exportations réelles vers les États-Unis entre avril et juin.

D'une année à l'autre, l'augmentation des coûts de main-d'œuvre par unité de production dans les entreprises canadiennes a décéléré graduellement au cours des quatre derniers trimestres lorsque les coûts sont mesurés en dollars canadiens.

Au cours du deuxième trimestre de 2004, les coûts unitaires de main-d'œuvre ont affiché une hausse de 0,7%, soit une décélération substantielle depuis la hausse de 2,0% observée au troisième trimestre de 2003.

La croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre canadiens en \$US ralentit

Variation en % d'une année à l'autre



Pour leur part, les entreprises américaines ont vu leurs coûts unitaires de main-d'œuvre reculer ou stagner au cours des dix derniers trimestres. Au deuxième trimestre de 2004, les coûts unitaires de main-d'œuvre aux États-Unis n'ont pas varié par rapport au même trimestre de 2003. La dernière hausse annuelle des coûts unitaires de main-d'œuvre aux États-Unis remonte au dernier trimestre de 2001. Cette hausse avait été de 0,4%.

L'appréciation du dollar canadien a eu un fort impact sur les coûts unitaires de main-d'œuvre au Canada. Mesurés en dollars américains, les coûts unitaires de main-d'œuvre au Canada ont connu des augmentations à deux chiffres au cours des trois derniers trimestres de 2003.

Cependant, les coûts unitaires de main d'œuvre canadiens, exprimés en dollars américains, ont récemment ralenti, puisque le dollar canadien a freiné dans sa remontée. La valeur du dollar canadien face à la devise américaine ayant connu la plus faible appréciation au cours des six derniers trimestres, les coûts unitaires de main-d'œuvre canadiens en \$US ont atteint seulement 3,5% en rythme annuel au deuxième trimestre, comparativement à une hausse marquée de 16,0% lors du premier trimestre de l'année.

Les révisions récentes aux États-Unis ont eu un impact sur l'écart de productivité en 2001 et 2002

Les États-Unis ont procédé récemment à des révisions de leurs estimations de productivité du travail. Les données diffusées aujourd'hui incorporent ces révisions des données américaines qui ont touché à la fois le PIB et les heures travaillées.

Les estimations du PIB américain ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2001, tandis que, les mesures des heures travaillées ont été révisées rétroactivement à 1947 afin de refléter les nouvelles estimations des heures des travailleurs non désignés à la production et ceux désignés à la supervision.

Aucune révision correspondante aux heures travaillées n'a été faite au Canada. La plus récente révision pour les quatre dernières années du PIB au Canada avait eu lieu avec la diffusion du Quotidien du 11 juin 2004.

Pour les années récentes, les révisions apportées aux données américaines ont eu pour effet d'augmenter la croissance de la productivité du travail aux États-Unis en 2001, et de la réduire en 2002, le taux de croissance pour 2000 et 2003 n'étant pas touché.

Comparaison de la croissance annuelle de la productivité du travail dans le secteur des entreprises avant et après révision

	Canada	États-Unis	
		Avant révision	Après révision
variation annuelle en %			
1989-2000	1,8	2,0	2,1
2000-2003	1,4	3,9	3,8
2000	3,9	2,9	2,9
2001	1,4	2,2	2,5
2002	2,3	4,9	4,3
2003	0,4	4,5	4,5

Source: Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics dans NEWS, Productivity and Costs - deuxième trimestre de 2004 qui a paru le 2 septembre.

Pour l'année 2001, la croissance de la productivité aux États-Unis est passée de 2,2 % avant révision à 2,5 % après révision, ce qui est supérieur à la croissance de 1,4 % observée au Canada durant la même année. En revanche, la croissance de la productivité américaine en 2002 a été révisée à la baisse, passant de 4,9 % à 4,3 %. Ce taux révisé demeure toutefois supérieur à celui observé au Canada, qui s'est chiffré à 2,3 % au cours de la même période.

Ces révisions ont donc un effet négligeable pour les années récentes sur ce qui a été rapporté ces dernières années dans les comparaisons entre les deux pays. L'écart de productivité en faveur des États-Unis persiste. L'écart de la croissance de la productivité qui était favorable aux États-Unis pour la période 2000-2003 est passé de 2,5 points de pourcentage avant révision à 2,4 points de pourcentage après révision. Cependant, il faut prendre note que ces écarts annuels de productivité pour cette période sont fondés sur des données provisoires qui peuvent faire l'objet de révisions.

Également, les révisions n'ont presque pas occasionné de changement sur la période représentant le dernier cycle économique au Canada. Entre 1989 et 2000, l'écart annuel moyen de la croissance de la productivité en faveur des États-Unis demeure faible (0,3 points de pourcentage).

Secteur des entreprises: Productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]

	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Productivité du travail	1,1	-0,4	0,0	0,0	0,3	0,1
PIB réel	0,7	-0,5	0,3	0,9	0,8	1,2
Heures travaillées	-0,3	-0,2	0,4	0,9	0,4	1,1
Rémunération horaire	1,5	0,2	0,3	0,1	0,6	0,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,5	0,5	0,4	0,1	0,3	-0,1
Taux de change[2]	-3,8	-7,4	-1,3	-4,7	0,2	3,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	4,5	8,5	1,7	5,0	0,1	-3,2
États-Unis						
Productivité du travail	1,0	1,9	2,0	0,6	1,0	0,4
PIB réel	0,6	1,4	2,2	1,0	1,3	0,8
Heures travaillées	-0,3	-0,5	0,2	0,4	0,3	0,4
Rémunération horaire	1,3	1,5	1,4	1,0	0,7	0,9
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,4	-0,3	-0,7	0,3	-0,3	0,5
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Productivité du travail	0,9	0,2	0,1	0,7	-0,1	0,4
PIB réel	3,0	1,4	0,9	1,4	1,5	3,2
Heures travaillées	2,1	1,3	0,8	0,8	1,5	2,9
Rémunération horaire	1,2	1,6	2,0	2,2	1,2	1,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,3	1,4	2,0	1,4	1,2	0,7
Taux de change[2]	-5,3	-10,0	-11,7	-16,2	-12,7	-2,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	5,9	12,7	15,5	21,0	16,0	3,5
États-Unis						
Productivité du travail	2,9	4,4	5,3	5,6	5,6	4,0
PIB réel	2,3	3,2	4,5	5,3	6,1	5,4
Heures travaillées	-0,6	-1,1	-0,7	-0,3	0,5	1,3
Rémunération horaire	2,9	3,6	4,6	5,3	4,6	4,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,0	-0,7	-0,6	-0,3	-0,9	0,0
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Productivité du travail	4,3	-1,4	0,0	0,0	1,1	0,4
PIB réel	2,9	-1,9	1,3	3,5	3,2	5,0
Heures travaillées	-1,1	-0,7	1,4	3,6	1,8	4,6
Rémunération horaire	6,2	1,0	1,3	0,3	2,3	0,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,9	1,9	1,5	0,4	1,1	-0,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	19,0	38,4	7,0	21,5	0,5	-12,0
États-Unis						
Productivité du travail	3,9	7,6	8,5	2,4	3,9	1,5
PIB réel	2,2	5,6	9,3	4,2	5,3	3,2
Heures travaillées	-1,6	-1,9	0,7	1,7	1,3	1,6
Rémunération horaire	5,5	6,1	5,6	4,0	2,8	3,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,6	-1,4	-2,6	1,6	-1,1	2,1

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Secteur des entreprises: Quelques variables associées au marché du travail[1]

	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Tous les emplois	0,0	-0,1	0,4	1,0	-0,1	0,7
Heures travaillées	-0,3	-0,2	0,4	0,9	0,4	1,1
Heures moyennes	-0,3	-0,1	0,0	-0,1	0,5	0,5
Part du travail[2]	-1,5	1,3	-0,3	-0,1	-1,0	-1,7
États-Unis						
Tous les emplois	-0,3	-0,2	0,2	0,2	0,2	0,6
Heures travaillées	-0,3	-0,5	0,2	0,4	0,3	0,4
Heures moyennes	-0,2	-0,3	0,1	0,2	0,2	-0,3
Part du travail[2]	-0,2	-0,5	-0,9	0,2	-0,8	-0,2
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Tous les emplois	2,8	1,7	1,2	1,2	1,1	1,9
Heures travaillées	2,1	1,3	0,8	0,8	1,5	2,9
Heures moyennes	-0,6	-0,4	-0,4	-0,5	0,3	0,9
Part du travail[2]	-5,3	-1,3	-1,2	-0,7	-0,2	-3,1
États-Unis						
Tous les emplois	-0,3	-0,4	-0,2	-0,1	0,3	1,1
Heures travaillées	-0,6	-1,1	-0,7	-0,3	0,5	1,3
Heures moyennes	-0,2	-0,7	-0,5	-0,2	0,2	0,2
Part du travail[2]	-1,4	-2,0	-1,9	-1,4	-2,0	-1,7
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Tous les emplois	0,0	-0,3	1,4	3,9	-0,3	2,8
Heures travaillées	-1,1	-0,7	1,4	3,6	1,8	4,6
Heures moyennes	-1,2	-0,4	0,0	-0,4	2,1	2,0
Part du travail[2]	-6,0	5,1	-1,2	-0,4	-4,1	-6,5
États-Unis						
Tous les emplois	-1,0	-0,7	0,7	0,7	0,7	2,4
Heures travaillées	-1,6	-1,9	0,7	1,7	1,3	1,6
Heures moyennes	-0,8	-1,2	0,4	0,8	0,8	-1,2
Part du travail[2]	-0,8	-2,0	-3,6	0,8	-3,2	-0,8

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Productivité du travail par industrie

	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	2002	2003
données désaisonnalisées								
Secteur des entreprises - biens	112,8	112,5	112,4	112,9	112,2	111,2	111,8	112,7
	<i>1,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	132,0	138,0	137,8	135,3	133,4	136,9	128,0	135,8
	<i>6,3</i>	<i>4,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,8</i>	<i>-1,4</i>	<i>2,6</i>	<i>-1,2</i>	<i>6,1</i>
Construction	107,1	108,1	107,4	107,1	106,0	102,8	106,0	107,4
	<i>2,1</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,0</i>	<i>-3,0</i>	<i>-2,3</i>	<i>1,4</i>
Fabrication	117,2	116,3	116,3	118,1	118,1	117,0	115,4	117,0
	<i>1,9</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,0</i>	<i>1,5</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,9</i>	<i>2,8</i>	<i>1,4</i>
Secteur des entreprises - services	115,0	115,3	115,9	115,8	116,4	116,9	114,1	115,5
	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>3,2</i>	<i>1,2</i>
Commerce de gros	129,5	128,2	128,5	133,6	133,7	134,6	124,9	130,0
	<i>1,1</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>4,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>6,6</i>	<i>4,0</i>
Commerce de détail	122,3	123,1	124,1	122,1	123,7	123,0	119,7	122,9
	<i>1,3</i>	<i>0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>-1,6</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,6</i>	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>
Transport et entreposage	107,4	106,2	106,8	107,0	107,0	106,6	107,1	106,9
	<i>0,8</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,4</i>	<i>2,4</i>	<i>-0,2</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	115,7	114,0	111,9	108,4	109,3	110,3	108,6	112,5
	<i>2,8</i>	<i>-1,5</i>	<i>-1,8</i>	<i>-3,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>8,5</i>	<i>3,6</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	102,9	105,4	108,6	107,5	108,5	110,9	108,5	106,1
	<i>-5,0</i>	<i>2,4</i>	<i>3,0</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>2,2</i>	<i>2,8</i>	<i>-2,2</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	124,4	126,1	125,1	124,2	124,7	123,9	120,5	125,0
	<i>3,4</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>2,6</i>	<i>3,7</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	100,2	100,0	98,9	98,9	99,8	99,4	100,8	99,5
	<i>0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,5</i>	<i>-1,3</i>
Hébergement et services de restauration	106,3	103,1	104,8	108,0	107,1	107,1	109,2	105,6
	<i>-1,6</i>	<i>-3,0</i>	<i>1,6</i>	<i>3,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,0</i>	<i>1,6</i>	<i>-3,3</i>
Autres services commerciaux	113,9	114,4	115,1	114,1	114,2	114,6	112,0	114,4
	<i>0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>2,1</i>

Coût unitaire de main d'oeuvre par industrie

	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	2002	2003
données désaisonnalisées								
Secteur des entreprises - biens	106,7	107,3	106,9	106,7	107,5	107,3	105,6	106,9
	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>1,2</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	116,4	107,3	105,7	109,8	113,0	107,7	129,5	109,8
	<i>-6,0</i>	<i>-7,8</i>	<i>-1,5</i>	<i>3,9</i>	<i>2,9</i>	<i>-4,7</i>	<i>15,2</i>	<i>-15,2</i>
Construction	109,6	108,6	109,7	110,2	111,0	114,3	107,2	109,5
	<i>1,5</i>	<i>-0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>3,0</i>	<i>3,6</i>	<i>2,2</i>
Fabrication	99,4	101,0	100,5	98,8	98,6	97,4	98,2	99,9
	<i>1,1</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>-1,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,2</i>	<i>-1,7</i>	<i>1,8</i>
Secteur des entreprises - services	105,8	105,7	106,0	106,0	106,0	106,0	104,9	105,9
	<i>0,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-1,2</i>	<i>0,9</i>
Commerce de gros	93,6	93,1	93,7	90,1	90,9	88,8	93,3	92,6
	<i>1,0</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>-3,8</i>	<i>0,9</i>	<i>-2,3</i>	<i>-5,2</i>	<i>-0,7</i>
Commerce de détail	101,4	101,9	100,6	102,0	101,2	104,3	101,0	101,5
	<i>-0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>-1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,8</i>	<i>3,1</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,5</i>
Transport et entreposage	111,9	113,0	113,1	110,6	110,2	108,5	110,8	112,2
	<i>0,4</i>	<i>1,0</i>	<i>0,1</i>	<i>-2,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,5</i>	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	102,7	102,4	104,3	104,9	105,3	104,7	103,4	103,6
	<i>-0,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,9</i>	<i>0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>-4,6</i>	<i>0,1</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	106,8	106,5	107,2	109,0	108,5	107,8	103,7	107,4
	<i>2,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,6</i>	<i>-3,5</i>	<i>3,5</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	116,8	114,6	114,6	116,2	117,9	118,1	116,6	115,6
	<i>-0,4</i>	<i>-1,9</i>	<i>0,0</i>	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,9</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	116,7	118,1	116,8	119,7	121,4	121,4	112,7	117,8
	<i>2,1</i>	<i>1,2</i>	<i>-1,1</i>	<i>2,5</i>	<i>1,4</i>	<i>0,0</i>	<i>2,9</i>	<i>4,5</i>
Hébergement et services de restauration	111,1	112,6	113,3	111,1	111,6	110,9	113,0	112,0
	<i>0,1</i>	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>-1,9</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,6</i>	<i>4,5</i>	<i>-0,9</i>
Autres services commerciaux	102,3	103,3	105,0	103,7	102,1	105,1	102,0	103,6
	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>1,6</i>	<i>-1,2</i>	<i>-1,5</i>	<i>2,9</i>	<i>1,9</i>	<i>1,6</i>

Bilan des investissements internationaux

Deuxième trimestre de 2004

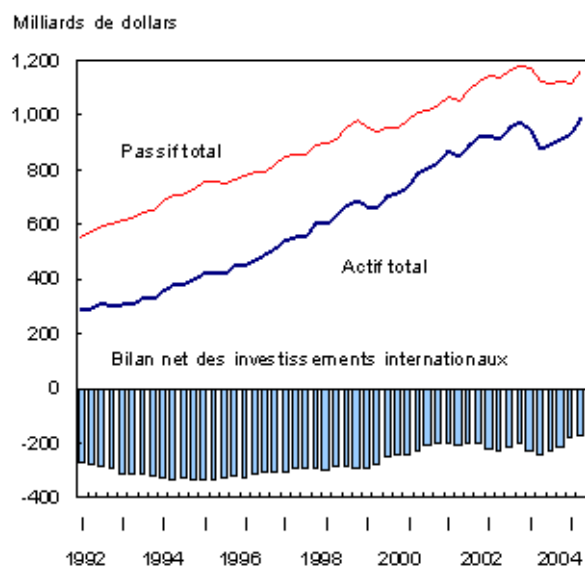
Le passif net du Canada envers les résidents étrangers a chuté à son plus bas niveau depuis environ 20 ans au cours du deuxième trimestre de 2004. Cette baisse s'explique surtout par l'augmentation des investissements directs canadiens à l'étranger.

Le passif net du Canada à l'étranger, soit la différence entre l'actif et le passif étrangers, a reculé de 10,5 milliards de dollars, pour s'établir à 175,9 milliards de dollars à la fin de juin. Par conséquent, le passif net à l'étranger à la fin de juin représentait 13,7 % du produit intérieur brut du Canada, en baisse de plus d'un point de pourcentage depuis la fin mars, alors qu'il s'élevait à 14,8 %. Ce ratio décroît constamment depuis son sommet de 44,3 % observé en 1994.

La valeur de l'actif international s'est accrue de 6,4 % depuis le premier trimestre, pour se fixer à 993,1 milliards de dollars. Les investissements directs canadiens à l'étranger, qui ont augmenté de 36,3 milliards de dollars, sont responsables, en grande partie, de cette augmentation.

Du côté du passif, des augmentations importantes dans les avoirs étrangers d'actions canadiennes et dans les dépôts bancaires ont entraîné la hausse de 4,4 % constatée dans le passif international du Canada, qui a atteint 1 169,0 milliards de dollars à la fin de juin. Pendant le deuxième trimestre, le dollar canadien a perdu du terrain par rapport au dollar américain et à d'autres devises importantes, à l'exception du yen japonais.

Bilan des investissements internationaux du Canada



Saut des investissements directs canadiens à l'étranger

La plus grande prise de contrôle d'une société étrangère par une entreprise canadienne dans l'histoire du Canada a fait grimper les investissements directs canadiens à l'étranger à un sommet jamais atteint auparavant. L'actif en investissements directs canadiens à l'étranger a atteint 447,4 milliards de dollars à la fin de juin, en hausse de 8,8 % ou 36,3 milliards de dollars depuis la fin de mars.

Note aux lecteurs

Séries supplémentaires à la valeur au marché

Au premier trimestre de 2004, des séries supplémentaires mesurant les placements de portefeuille à la valeur au marché ont été incorporées à la publication. Les actions et obligations canadiennes et étrangères sont disponibles à la valeur au marché. Ces séries supplémentaires font partie d'une initiative pluriannuelle visant à améliorer l'information du bilan pour tous les secteurs de l'économie. La présente analyse porte sur les données fondées sur la valeur comptable, en attendant qu'un jeu complet d'estimations fondées sur la valeur au marché soit disponible.

Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devise étrangère est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

Bien que l'ensemble des acquisitions de sociétés étrangères par des entreprises canadiennes explique la plus grande partie de cette augmentation, l'impact de la dépréciation du dollar canadien a ajouté 3 milliards de dollars supplémentaires à la position. L'augmentation a principalement été dirigée vers les États-Unis, alors que l'actif des investisseurs canadiens dans tous les autres pays grimpait de 5,4 milliards de dollars pour s'établir à 247,0 milliards de dollars.

Les investissements directs canadiens aux États-Unis ont connu une hausse de 30,9 milliards de dollars pour se fixer à 200,3 milliards de dollars, ce qui représente maintenant près de 45 % des investissements directs canadiens totaux à l'étranger. À la fin de mars, ce ratio n'était que de 41 %.

Les placements de portefeuille canadiens à l'étranger augmentent également

Après une hausse de 6,7 % au premier trimestre, les obligations étrangères détenues par des Canadiens ont augmenté d'environ 7,8 % pour atteindre 51,4 milliards de dollars, un sommet historique.

La valeur des actions étrangères détenues par les canadiens s'est élevée à 193,1 milliards de dollars à la fin de juin, ce qui représente une hausse modeste de 2,2 milliards de dollars comparativement à la fin de mars.

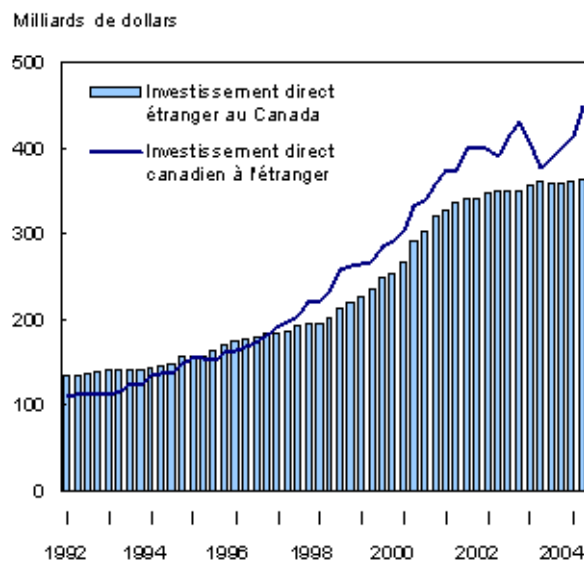
Depuis le début de l'année, les résidents canadiens ont consolidé leur position dans les obligations étrangères en acquérant pour plus de 6,7 milliards de dollars de ces obligations. En même temps, leur portefeuille d'actions étrangères augmentait de 4,3 milliards de dollars. L'incertitude touchant certains marchés boursiers étrangers pourrait expliquer la popularité des obligations.

Les investissements directs étrangers au Canada en hausse

Les investissements directs étrangers au Canada ont augmenté de 4,6 milliards de dollars pour atteindre 364,2 milliards de dollars. La consolidation de la position des investisseurs directs étrangers au Canada provient principalement des bénéfices réinvestis, puisque les acquisitions nettes ont été négatives au cours du deuxième trimestre.

Le bilan net des investissements directs (l'excédent de l'investissement direct canadien à l'étranger sur l'investissement direct étranger au Canada) a grimpé de 31,7 milliards de dollars et s'établit maintenant à 83,2 milliards de dollars, ce qui constitue un autre sommet. L'an dernier à la même date, le bilan net des investissements directs s'élevait à 17,3 milliards de dollars.

Position d'investissement direct étrangers



Augmentation importante des avoirs étrangers d'actions canadiennes

Les avoirs étrangers d'actions canadiennes ont grimpé de 18,5 milliards de dollars pour s'établir à 104,7 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre. Cette augmentation importante est en grande partie attribuable à de nouvelles émissions d'actions de trésorerie liées à l'acquisition d'une entreprise américaine.

Les avoirs étrangers d'obligations canadiennes de toutes sources ont atteint 412,6 milliards de dollars à la fin de juin, en hausse de 6,0 milliards de dollars depuis la fin de mars. Les avoirs étrangers d'instruments du marché monétaire canadien ont connu une hausse de plus de 10 % pour se fixer à 20,6 milliards de dollars. Les effets à court terme émis par le gouvernement fédéral (y compris les entreprises publiques fédérales) ont augmenté de 2,1 milliards de dollars pour atteindre 15 milliards de dollars.

Bilan des investissements internationaux en fin de période

	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	2002	2003
millions de dollars								
Actif								
Investissements directs canadiens à l'étranger	408 337	376 823	383 983	399 134	411 140	447 374	429 633	399 134
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	43 877	43 547	43 773	44 677	47 747	51 365	42 973	44 677
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	46 432	47 170	47 007	47 790	52 285	54 525	45 118	47 790
Actions étrangères	198 662	185 547	189 221	188 787	190 946	193 127	213 562	188 787
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	276 675	293 919	314 341	341 964	348 361	355 909	316 285	341 964
Autres investissements								
Prêts	74 437	66 903	60 569	59 286	66 149	70 566	71 878	59 286
Provisions	-12 079	-11 771	-11 796	-11 605	-11 548	-11 648	-11 918	-11 605
Dépôts	114 573	103 948	104 323	110 837	115 495	124 996	103 077	110 837
Réserves internationales	50 533	47 173	47 719	45 690	46 116	46 349	56 230	45 690
Autres actifs	67 530	65 702	70 166	72 178	67 264	70 968	69 574	72 178
Total de l'actif à la valeur comptable	945 871	877 870	887 958	908 983	933 309	993 098	975 009	908 983
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	1 026 438	989 867	1 016 312	1 065 274	1 095 262	1 159 039	1 079 877	1 065 274
Passif								
Investissements directs étrangers au Canada	354 712	359 541	358 732	357 548	359 605	364 175	348 917	357 548
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	435 294	417 465	408 381	405 323	406 642	412 557	448 148	405 323
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	466 625	456 667	440 906	436 591	447 789	435 235	481 176	436 591
Actions canadiennes	79 487	80 606	82 764	84 707	86 204	104 652	79 607	84 707
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	124 532	139 669	153 823	175 627	175 980	193 875	130 134	175 627
Instruments du marché monétaire canadien	23 180	22 735	20 725	21 388	18 693	20 632	25 189	21 388
Autres investissements								
Emprunts	55 817	52 704	52 154	53 618	51 790	53 456	58 229	53 618
Dépôts	204 091	169 988	178 043	183 135	174 599	191 379	195 038	183 135
Autres passifs	21 964	21 229	21 333	21 219	22 134	22 189	22 189	21 219
Total du passif à la valeur comptable	1 174 545	1 124 269	1 122 132	1 126 937	1 119 667	1 169 040	1 177 318	1 126 937
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	1 250 921	1 222 533	1 225 716	1 249 126	1 250 590	1 280 941	1 260 872	1 249 126
Bilan net des investissements internationaux								
à la valeur comptable	-228 673	-246 399	-234 174	-217 954	-186 358	-175 942	-202 309	-217 954
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	-224 483	-232 666	-209 404	-183 852	-155 328	-121 902	-180 995	-183 852

Comptes du bilan national

Deuxième trimestre de 2004

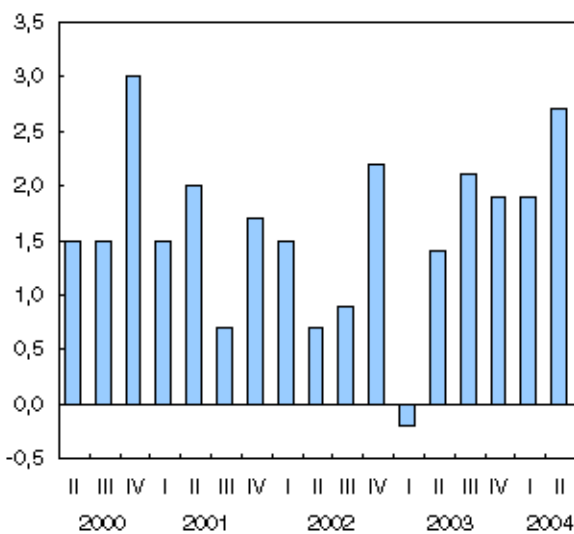
La valeur nette nationale a atteint 4,2 billions de dollars à la fin du deuxième trimestre, soit 131 100 \$ par habitant.

Accélération de la croissance de la valeur nette

La valeur nette nationale s'est accrue de 2,7 % au deuxième trimestre, soit la plus forte augmentation en plus de trois ans. Cette augmentation est attribuable à une autre réduction prononcée de la dette extérieure nette et à une croissance plus forte du patrimoine national.

Valeur nette nationale

variation en %, données non désaisonnalisées



La dette nette des Canadiens envers les non-résidents a continué de diminuer au deuxième trimestre, les investissements canadiens directs et de portefeuille à l'étranger ayant augmenté plus que la dette des Canadiens envers les non-résidents. Les gains au titre de l'investissement direct canadien ont relevé en majeure partie de l'acquisition d'une grande entreprise américaine.

La croissance du patrimoine national s'est accélérée, passant de 1,1 % au premier trimestre à 1,9 % au second trimestre (1,7 % après désaisonnalisation) ce qui a contribué à l'augmentation de la valeur nette. Malgré l'allègement des dépenses intérieures, les hausses des prix et l'investissement en biens immobiliers résidentiels expliquent en grande partie l'augmentation du patrimoine.

La valeur nette des ménages a dépassé la dette

La valeur nette des ménages, fondée sur la valeur marchande, a augmenté plus rapidement qu'au trimestre précédent tant sur le plan des actifs non financiers que des actifs financiers nets (le total des actifs financiers moins le total des passifs financiers). Même si la demande de financement s'est accrue au cours du trimestre, l'augmentation de la valeur nette (+3,0 %) a fait en sorte que l'endettement des ménages en proportion de leur valeur nette a diminué. Les ménages étaient endettés de 103,0 \$ (crédit à la consommation et hypothèques) pour chaque 100 \$ de revenu disponible, dans un contexte de taux d'intérêt stables.

Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers. Le **patrimoine national** est la somme des actifs non financiers — soit les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles — de tous les secteurs de l'économie. La **valeur nette nationale** est le patrimoine moins la dette extérieure nette (l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à notre égard). On peut aussi la définir comme étant la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques. Les séries trimestrielles disponibles remontent au premier trimestre de 1990.

Des estimations fondées sur la valeur marchande sont disponibles depuis juin 2004. Pour de plus amples renseignements, consulter *Estimations du bilan à la valeur marchande*. (www.stacan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/2003001/conceptual/2004marketvalue_f.htm).

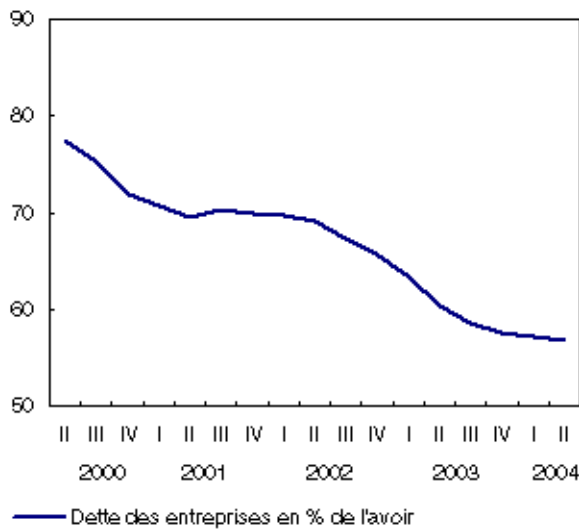
Une mesure annuelle du patrimoine national incluant certaines ressources naturelles est offerte dans CANSIM, tableau 378-0005. Les estimations des ressources annuelles sont mises à jour une fois par année, lors de la diffusion du quatrième trimestre.

La situation financière des sociétés a continué de s'améliorer

Pendant plus de quatre ans, les sociétés ont dégagé trimestriellement plus de fonds de leurs opérations internes qu'elles n'en avaient besoin pour leurs acquisitions de capital non financier. En raison de cette série record d'excédents, les sociétés ont été un fournisseur net de fonds au reste de l'économie et ont considérablement restructuré leurs bilans. Par conséquent, la tendance à la baisse du ratio d'endettement des sociétés s'est poursuivie et a atteint un nouveau seuil au deuxième trimestre.

Le ratio de l'endettement continue de diminuer

en % de l'avoir, données non désaisonnalisées



Diminution de la dette nette des administrations publiques

La valeur comptable de la dette nette des administrations publiques (le total des actifs financiers des administrations publiques moins le total de leurs passifs financiers) a diminué, le secteur des administrations publiques affichant une position excédentaire au deuxième trimestre. La dette nette des administrations publiques a diminué au cours de huit des dix derniers trimestres. La dette nette des administrations publiques en pourcentage du PIB a continué de baisser et se situe maintenant à des niveaux observés pour la dernière fois au milieu années 1980.

Comptes du bilan national[1]

	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	2002	2003
valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
Valeur nette nationale								
Patrimoine national	4 013	4 075	4 133	4 182	4 228	4 307	3 978	4 182
	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>1,4</i>	<i>1,2</i>	<i>1,1</i>	<i>1,9</i>	<i>6,1</i>	<i>5,1</i>
Dette nette extérieur	-224	-232	-209	-183	-155	-122	-180	-183

Valeur nette nationale	3 789	3 843	3 924	3 999	4 073	4 185	3 797	3 999
	<i>3,6</i>	<i>4,4</i>	<i>5,7</i>	<i>5,3</i>	<i>7,5</i>	<i>8,9</i>	<i>5,3</i>	<i>5,3</i>
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	120 100	121 500	123 700	125 900	128 000	131 100	120 600	125 900
	<i>-0,4</i>	<i>1,2</i>	<i>1,8</i>	<i>1,8</i>	<i>1,7</i>	<i>2,4</i>	<i>4,3</i>	<i>4,4</i>
valeur comptable, données désaisonnalisées, milliards de dollars								
Valeur nette								
Secteur des particuliers	3 568	3 622	3 663	3 704	3 773	3 846	3 576	3 704
	<i>-0,2</i>	<i>1,5</i>	<i>1,1</i>	<i>1,1</i>	<i>1,9</i>	<i>1,9</i>	<i>5,2</i>	<i>3,6</i>
Secteur des sociétés	533	519	530	557	564	576	545	557
	<i>-2,2</i>	<i>-2,6</i>	<i>2,1</i>	<i>5,1</i>	<i>1,3</i>	<i>2,1</i>	<i>8,1</i>	<i>2,2</i>
Secteur des administrations publiques	-195	-191	-182	-175	-169	-161	-215	-175

Valeur nette nationale	3 906	3 951	4 010	4 086	4 168	4 261	3 906	4 086
	<i>0,0</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>1,9</i>	<i>2,0</i>	<i>2,2</i>	<i>6,5</i>	<i>4,6</i>

1. La première ligne représente la série elle-même exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Bilan national, valeur marchande

	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	2002	2003
Millions de dollars en fin de trimestre								
Total des actifs	11 979 396	12 207 404	12 424 469	12 749 291	13 050 342	13 332 921	12 086 485	12 749 291
Actifs non financiers	4 012 901	4 074 786	4 132 637	4 182 169	4 228 241	4 306 671	3 977 645	4 182 169
Immeubles résidentiels	1 041 405	1 063 173	1 091 068	1 110 122	1 133 973	1 165 745	1 030 411	1 110 122
Construction non résidentielle	987 195	994 307	1 003 797	1 012 940	1 018 857	1 025 788	981 316	1 012 940
Machines et matériel	430 768	435 037	436 807	438 946	440 635	447 012	428 156	438 946
Biens de consommation durables	331 956	338 615	339 976	345 252	343 594	350 430	330 652	345 252
Stocks	198 391	191 844	189 261	190 082	186 820	185 645	192 616	190 082
Terrains	1 023 186	1 051 810	1 071 728	1 084 827	1 104 362	1 132 051	1 014 494	1 084 827
Actifs financiers nets	-223 964	-232 152	-208 886	-183 335	-155 327	-121 902	-180 366	-183 335
Actifs financiers	7 966 495	8 132 618	8 291 832	8 567 122	8 822 101	9 026 250	8 108 840	8 567 122
Réserves officielles	50 533	47 172	47 719	45 689	46 116	46 349	56 230	45 689
Or et devises étrangères	43 925	40 548	41 287	39 615	40 282	40 768	49 478	39 615
Position de réserve au FMI	5 523	5 592	5 360	4 988	4 723	4 448	5 628	4 988
Droits de tirage spéciaux	1 085	1 032	1 072	1 086	1 111	1 133	1 124	1 086
Argent et dépôts bancaires	666 727	685 918	687 350	698 263	711 168	736 986	670 724	698 263
Autres dépôts	166 274	172 223	175 279	179 956	182 176	185 456	165 149	179 956
Devises et dépôts étrangers	101 202	84 841	96 276	89 914	100 897	100 894	95 724	89 914
Crédit à la consommation	205 645	211 584	217 529	222 092	223 717	230 101	204 274	222 092
Comptes à recevoir	222 857	223 480	222 642	226 784	229 957	232 302	220 607	226 784
Prêts bancaires	180 405	181 080	179 887	175 890	183 392	189 331	177 120	175 890
Autres prêts	186 582	186 821	184 203	187 269	187 983	190 549	189 676	187 269
Effets à court terme, Canada	97 987	99 419	104 085	108 420	108 128	107 981	97 631	108 420
Autres effets à court terme	165 535	165 149	161 749	157 189	154 890	154 117	168 316	157 189
Hypothèques	600 026	611 080	621 259	628 856	635 139	648 247	594 108	628 856
Obligations fédérales	282 142	288 004	296 836	292 040	292 841	287 441	286 068	292 040
(dont les OÉC)	22 034	21 644	21 382	20 468	20 904	20 782	22 309	20 468
Obligations provinciales	271 222	275 435	274 521	277 676	291 776	296 290	276 853	277 676
Obligations municipales	33 406	33 257	33 479	32 876	33 035	33 971	35 897	32 876
Autres obligations	240 714	249 979	246 567	254 592	264 873	279 938	248 379	254 592
Assurances-vie et rentes	949 374	987 370	1 009 815	1 044 206	1 078 520	1 103 575	986 002	1 044 206
Créances, entreprises privées	1 019 348	996 237	1 005 795	1 047 016	1 072 402	1 109 378	1 038 343	1 047 016
Créances, administrations publiques	180 540	180 821	183 740	181 873	188 315	187 530	191 607	181 873
Actions	1 342 509	1 419 683	1 482 625	1 609 257	1 693 237	1 750 247	1 392 447	1 609 257
Investissements étrangers	341 192	358 413	383 873	414 174	419 705	431 963	379 411	414 174
Autres éléments de l'actif	662 275	674 652	676 603	693 090	723 834	723 604	634 274	693 090
Passif et valeur nette	11 979 396	12 207 404	12 424 469	12 749 291	13 050 342	13 332 921	12 086 485	12 749 291
Passif	8 190 459	8 364 770	8 500 718	8 750 457	8 977 428	9 148 152	8 289 206	8 750 457
Argent et dépôts bancaires	680 502	700 448	701 331	712 462	725 361	752 464	684 823	712 462
Autres dépôts	166 274	172 223	175 279	179 956	182 176	185 456	165 149	179 956
Devises et dépôts étrangers	109 189	90 144	104 410	100 917	97 377	100 211	112 225	100 917
Crédit à la consommation	205 645	211 584	217 529	222 092	223 717	230 101	204 274	222 092
Comptes à payer	220 126	219 763	221 030	225 278	225 231	227 953	227 337	225 278
Emprunts bancaires	160 490	160 162	159 275	154 621	161 725	165 496	157 569	154 621
Autres emprunts	189 571	190 409	187 055	191 122	190 897	191 070	193 586	191 122
Effets à court terme, Canada	107 203	109 997	114 699	118 941	116 764	116 791	107 050	118 941
Autres effets à court terme	178 969	176 629	171 161	166 949	163 983	165 165	183 508	166 949
Hypothèques	600 389	611 439	621 620	629 215	635 488	648 597	594 474	629 215
Obligations fédérales	369 950	374 488	364 420	355 312	356 062	351 066	371 421	355 312
(dont les OÉC)	22 034	21 644	21 382	20 468	20 904	20 782	22 309	20 468
Obligations provinciales	412 808	414 737	410 149	409 413	427 247	422 508	428 768	409 413
Obligations municipales	37 077	36 776	36 728	36 192	36 350	36 993	39 606	36 192
Autres obligations	464 274	468 236	471 344	483 938	501 337	513 283	478 689	483 938
Assurances-vie et rentes	949 374	987 370	1 009 815	1 044 206	1 078 520	1 103 575	986 002	1 044 206
Créances, entreprises privées	464 279	436 267	436 272	442 565	452 556	460 014	460 006	442 565
Créances, administrations publiques	180 540	180 821	183 740	181 873	188 315	187 530	191 607	181 873
Actions	2 037 797	2 150 348	2 233 344	2 395 758	2 490 635	2 565 968	2 073 403	2 395 758
Autres éléments du passif	656 002	672 929	681 517	699 647	723 687	723 911	629 709	699 647
Valeur nette	3 788 937	3 842 634	3 923 751	3 998 834	4 072 914	4 184 769	3 797 279	3 998 834

Tableau sommaire du marché du crédit

	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	2002	2003
Millions de dollars en fin de trimestre								
Passif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	802 967	819 399	834 781	844 768	853 354	871 533	795 090	844 768
Crédit à la consommation	205 645	211 584	217 529	222 092	223 717	230 101	204 274	222 092
Emprunts bancaires	33 555	33 717	33 538	33 417	34 907	34 617	32 075	33 417
Autres emprunts	68 319	68 504	68 801	68 557	69 185	69 907	67 522	68 557
Hypothèques	495 448	505 594	514 913	520 702	525 545	536 908	491 219	520 702
Sociétés privées non financières	556 461	542 326	540 634	544 885	555 450	565 055	567 930	544 885
Emprunts bancaires	107 908	106 903	107 774	106 069	108 762	110 638	108 663	106 069
Autres emprunts	77 986	77 355	76 169	77 407	75 927	75 082	81 943	77 407
Autres effets à court terme	47 517	40 596	40 500	36 092	39 467	39 575	48 644	36 092
Hypothèques	98 339	99 421	99 913	100 954	102 536	104 177	97 030	100 954
Obligations	224 711	218 051	216 278	224 363	228 758	235 583	231 650	224 363
Entreprises publiques non financières	70 611	70 811	67 766	66 214	68 247	68 175	70 065	66 214
Emprunts bancaires	2 650	3 085	2 223	3 233	3 024	3 029	2 456	3 233
Autres emprunts	7 437	6 690	6 752	5 942	5 944	5 946	4 536	5 942
Autres effets à court terme	7 794	8 053	8 005	7 078	6 262	7 369	8 409	7 078
Hypothèques	104	100	99	99	99	97	104	99
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	50 320	50 084	48 116	48 051	51 185	49 615	52 809	48 051
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	2 185	2 678	2 450	1 690	1 612	1 998	1 630	1 690
Administration fédérale	435 222	433 457	434 204	430 411	431 050	427 008	434 865	430 411
Emprunts bancaires	103	103	103	103	103	103	101	103
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	107 203	109 997	114 699	118 941	116 764	116 791	107 050	118 941
Obligations fédérales	327 916	323 357	319 402	311 367	314 183	310 114	327 714	311 367
Obligations d'épargne du Canada	22 034	21 644	21 382	20 468	20 904	20 782	22 309	20 468
Autres obligations	305 882	301 713	298 020	290 899	293 279	289 332	305 405	290 899
Autres paliers d'administration publique	364 142	370 081	373 850	373 043	380 949	387 641	365 835	373 043
Emprunts bancaires	4 099	4 083	4 350	4 341	3 894	3 858	4 076	4 341
Autres emprunts	11 264	11 503	11 698	11 804	11 545	11 654	10 935	11 804
Autres effets à court terme	15 575	16 201	13 847	14 797	14 130	20 678	15 132	14 797
Hypothèques	2 304	2 304	2 304	2 304	2 084	2 084	2 367	2 304
Obligations provinciales	293 446	299 189	304 466	302 938	312 275	311 196	295 154	302 938
Obligations municipales	35 631	34 972	35 350	35 018	35 180	36 324	36 353	35 018
Autres obligations	1 823	1 829	1 835	1 841	1 841	1 847	1 818	1 841
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 229 403	2 236 074	2 251 235	2 259 321	2 289 050	2 319 412	2 233 785	2 259 321
Crédit à la consommation	205 645	211 584	217 529	222 092	223 717	230 101	204 274	222 092
Emprunts bancaire	148 315	147 891	147 988	147 163	150 690	152 245	147 371	147 163
Autres emprunts	165 006	164 052	163 420	163 710	162 601	162 589	164 936	163 710
Effets à court terme, Canada	107 203	109 997	114 699	118 941	116 764	116 791	107 050	118 941
Autres effets à court terme	70 886	64 850	62 352	57 967	59 859	67 622	72 185	57 967
Hypothèques	596 195	607 419	617 229	624 059	630 264	643 266	590 720	624 059
Obligations	936 153	930 281	928 018	925 389	945 155	946 798	947 249	925 389
Non-résidents	57 835	56 493	56 176	55 470	55 640	58 819	60 081	55 470
Emprunts bancaires	19 915	20 918	20 612	21 269	21 667	23 835	19 551	21 269
Autres emprunts	37 920	35 575	35 564	34 201	33 973	34 984	40 530	34 201
Hypothèques	0	...
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 287 238	2 292 567	2 307 411	2 314 791	2 344 690	2 378 231	2 293 866	2 314 791
Institutions financières canadiennes	380 527	382 135	382 326	388 566	396 199	399 110	382 721	388 566
Emprunts bancaires	12 175	12 271	11 287	7 458	11 035	13 251	10 198	7 458
Autres emprunts	26 140	27 144	24 664	28 712	28 296	28 481	28 170	28 712
Autres effets à court terme	108 083	111 779	108 809	108 982	104 124	97 543	111 323	108 982
Hypothèques	4 194	4 020	4 391	5 156	5 224	5 331	3 754	5 156
Obligations	229 935	226 921	233 175	238 258	247 520	254 504	229 276	238 258
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	2 667 765	2 674 702	2 689 737	2 703 357	2 740 889	2 777 341	2 676 587	2 703 357
Actif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	137 955	136 692	131 987	135 556	143 417	132 764	133 136	135 556
Entreprises non financières	73 260	73 769	71 453	71 425	75 174	74 455	75 260	71 425
Administrations publiques	180 181	183 497	190 512	186 654	188 819	192 264	178 007	186 654
Non-résidents	489 547	470 271	457 848	455 428	452 621	459 576	508 128	455 428
Institutions financières canadiennes	1 813 392	1 836 441	1 863 385	1 879 532	1 906 077	1 943 374	1 808 896	1 879 532